

# ISO Focus+

Le magazine de l'Organisation internationale de normalisation

Volume 2, N° 4, avril 2011, ISSN 1729-8709

## Les codes du succès

- **Le CEO de NTUC FairPrice déclare: « Les Normes internationales ont beaucoup d'importance pour nous.»**
- **Fujitsu innove avec les normes ISO**



# ISO Focus+

ISO Focus+ paraît 10 fois par an  
(un seul numéro pour juillet-août,  
novembre-décembre)  
Publié en anglais et en français.

Articles bonus : [www.iso.org/fr/isofocus+](http://www.iso.org/fr/isofocus+)  
ISO Update : [www.iso.org/fr/isouupdate](http://www.iso.org/fr/isouupdate)

Abonnement annuel – 98 francs suisses  
Au numéro – 16 francs suisses

## Éditeur

Secrétariat central de l'ISO  
(Organisation internationale de  
normalisation)

1, chemin de la Voie-Creuse  
CH – 1211 Genève 20  
Suisse

Tél. : +41 22 749 01 11  
Fax : +41 22 733 34 30  
E-mail : [isofocus+@iso.org](mailto:isofocus+@iso.org)

Responsable de la publication : Roger Frost

Rédactrice : Elizabeth Gasiorowski-Denis

Rédactrice adjointe : Maria Lazarte

Chargée de communication :

Sandrine Tranchard

Graphisme : Xela Damond, Pierre Granier  
et Alexane Rosa

Traduction : Service de traduction,  
Secrétariat central de l'ISO

Abonnements : Sonia Rosas Friot

Secrétariat central de l'ISO

Tél. : +41 22 749 03 36

Fax : +41 22 749 09 47

E-mail : [ventes@iso.org](mailto:ventes@iso.org)

© ISO, 2011. Tous droits réservés.

Le contenu d'ISO Focus+ est protégé par  
le droit d'auteur. La présente publication, en  
totalité ou en partie, ne peut être reproduite,  
stockée dans un système de recherche docu-  
mentaire ou transmise sous quelque forme  
que ce soit ou par un quelconque procédé,  
électronique ou mécanique, y compris la  
photocopie, sans l'accord écrit de l'éditeur.

Les articles publiés dans ISO Focus+ expri-  
ment le point de vue de leurs auteurs et ne  
reflètent pas nécessairement le point de vue  
de l'ISO ou de l'un de ses membres.

ISSN 1729-8709

Imprimé en Suisse

Photo de couverture : ISO, 2011

## Sommaire

### Regard

Karla McKenna, Présidente de l'ISO/TC 68

Les codes – Pour des services financiers florissants..... 1

### Monde

Événements internationaux et normalisation internationale ..... 2

### L'invité

Seah Kian Peng – CEO de NTUC FairPrice ..... 3

### Dossier

Un monde codé – Un gain de temps, d'espace et d'énergie..... 8

De Dickens à Dante – Avec l'ISBN, le marché du livre se chiffre en milliards..... 10

Identifier le risque systémique – Les organismes de réglementation prônent  
des identifiants normalisés pour les entités juridiques..... 13

Pas de doute – Des opérations de paiement sécurisées, rapides et efficaces..... 16

Identification des véhicules – Le système de codification ISO ouvre la voie..... 17

Sécurité et sûreté dans les transports de conteneurs – Garder la trace..... 19

Un succès mondial – Les codes de pays ISO ..... 24

### Pages centrales

Un monde codé ..... 22-23

### Planète ISO

Actualités du système ISO ..... 28

### CDC

Les avantages des normes – Atelier ISO pour les pays d'Asie du Sud ..... 32

Forum pour les Directeurs généraux en Asie ..... 32

ISO 26000 n'est pas destinée à la certification..... 33

Viser le renforcement des capacités pour ISO 26000 ..... 33

Créer des liens entre les OPC et les ONN pour la réussite des exportations..... 34

Formation ISO en 2011 ..... 34

Établir des stratégies nationales de normalisation ..... 35

### Solutions de management

«La sûreté est primordiale» – Un terminal indien applique ISO 28000 ..... 36

### Normes en action

Initiative empreinte carbone – Fujitsu innove avec les normes ISO ..... 38

### 360°

Respirer sans craintes – Des solutions mondiales pour les appareils  
de protection respiratoire ..... 40

### Normes et produits

Transparent et juste – Le marché de la construction ..... 43

Exposition aux rayonnements ionisants – Une nouvelle norme ISO améliorera  
la protection des travailleurs ..... 44

### Prochain ISO Focus+

45

# Les codes

## Pour des services financiers florissants

Dans les transactions entre les institutions financières, leurs clients et d'autres entreprises, la sécurité de l'échange des messages est essentielle. Ces partenaires demandent des données prévisibles et fiables pour le transfert des messages et le traitement des transactions.

Pour situer cet enjeu dans un contexte réel, prenons l'exemple d'un seul type de transaction – les paiements par carte de crédit – et d'une seule institution financière. En 2007, un émetteur de carte couvrait 20 000 banques avec 1,59 milliard de cartes en circulation générant 59 milliards de transactions par an, avec des pics de plus de 6 800 transactions par seconde. Ces cartes de crédit sont acceptées dans 170 pays, et le volume annuel des transactions représentait USD 4,8 trillions.

Sans un échange de messages cohérent et fiable, rien de tout cela n'aurait été possible. Dans les messages, les éléments de données doivent renfermer toutes les informations nécessaires au traitement exact de chaque type de transaction financière. Des normes cohérentes relatives au contenu des données sont indispensables pour comparer et analyser les données, ainsi que pour le transfert et le traitement efficaces des messages.

Il ne serait pas exagéré de dire que les normes sont aussi importantes pour le secteur des services financiers que l'est l'activité bancaire pour l'économie mondiale.

Le comité technique ISO/TC 68, *Services financiers*, traite de la sécurité et de la cohérence des données dans l'échange de messages. Au sein de l'ISO/TC 68, les travaux du sous-comité SC 2, *Gestion de la sécurité et opérations bancaires générales*, sont axés sur la protection normalisée des transactions de services financiers. Les travaux se poursuivent activement dans les domaines de la gestion de l'infrastructure de clé publique et des algorithmes de chiffrement pour les services financiers et la sécurité dans la banque de détail.

L'élaboration et l'établissement de codes et de normes à base d'identifiants sont au cœur du travail de l'ISO/TC 68. Par exemple, le code d'identification des entreprises (figurant dans la norme ISO 9362:2009, *Banque – Messages bancaires télétransmis – Code d'identification des entreprises (BIC)*) facilite le traitement automatisé des messages télétransmis dans le secteur bancaire et l'environnement associé des transactions financières à l'aide de codes permettant d'identifier les contreparties.

Autre exemple, le code d'identification de marché (ISO 10383:2003, *Valeurs mobilières et autres instruments financiers concernés – Codes pour échanges et identification de marché [MIC]*), qui assure une communication fluide et efficace des informations commerciales pertinentes. La norme appuiera l'analyse par les organismes de réglementation des investissements d'une banque, en particulier si la révision tient compte des « chambres opaques » (volume commercial créé par les commandes institutionnelles qui ne sont pas disponibles pour le public).

*La sécurité de l'échange des messages est essentielle dans les transactions.*

L'élaboration du système international de numérotation pour l'identification des valeurs mobilières (ISIN) se poursuit pour répondre aux demandes du marché et de la réglementation. Assurant une communication fluide et efficace des informations pertinentes sur les transactions financières, le système ISIN permet également d'appuyer l'analyse des risques de concentration des valeurs mobilières. Des avantages similaires peuvent être dérivés du code CFI (ISO 10962:2001, *Valeurs mobilières et autres instruments financiers concernés – Classification des instruments financiers (code CFI)*).

Enfin, les codes de pays ISO (ISO 3166) ont longtemps été une composante essentielle des services financiers – en soi ou dans d'autres normes ISO. Chaque jour, des millions d'opérations à travers le monde utilisent des données qui doivent être saisies, stockées, extraites ou transférées. Dans toutes ces opérations, les codes de pays permettent de gagner du temps, de l'espace et de l'énergie.

Bien avant l'apparition des exigences de réglementation ou de rapport (reporting), les normalisateurs, les experts en données de référence et les spécialistes de la conformité avaient reconnu la nécessité d'une commu-

nication cohérente du contenu des données. Les sociétés de services financiers et les organismes de réglementation aux États-Unis et dans l'Union européenne ont manifesté un grand intérêt pour les normes à base de codes et d'identifiants. Compte tenu des mandats en cours, l'élaboration de normes cohérentes relatives au contenu des données, se fondant largement sur les codes et identifiants, recevra une nouvelle impulsion.

Pour l'ISO/TC 68, relever ce défi sera l'occasion de stimuler une adoption plus large de ses normes. Lors d'une réunion des experts des services financiers en 2010 à Tokyo au Japon, l'ISO/TC 68 a décidé de former un groupe chargé d'évaluer l'orientation stratégique des normes qu'il a élaborées et qui sont utilisées dans les transactions financières, dans le but d'accroître leur intérêt pour le rapport et l'adoption dans un contexte de réglementation. En outre, un atelier sur les services financiers aura lieu en conjonction avec la prochaine réunion plénière de l'ISO/TC 68 pour examiner les besoins actuels et futurs.

A cet égard, la réforme de la réglementation et les exigences liées aux rapports sont les principaux moteurs de l'élaboration des normes, mais les utilisateurs peuvent aussi en retirer des avantages en interne au niveau du recueil cohérent des données, puis de leur regroupement et de la comparaison de données similaires. Il est évident que la normalisation des méthodes de recueil des données et du contenu de l'information elle-même produira le maximum d'avantages pour les producteurs comme pour les utilisateurs de données. ■



**Karla McKenna**  
Présidente de l'ISO/TC 68, Services financiers.

## Journée mondiale de la santé 2011

«Lutte contre la résistance aux antimicrobiens : Agir aujourd'hui pour pouvoir soigner encore demain», tel est le thème de la Journée mondiale de la Santé 2011 (JMS) qu'organise chaque année, le 7 avril, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui participe en qualité d'organisation en liaison à 61 comités techniques de l'ISO.

La JMS 2011 met en lumière la question de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens à une époque où nous dépendons des antibiotiques et d'autres antimicrobiens pour traiter des maladies qui, il y a quelques décennies, ou même quelques années encore dans le cas du VIH/SIDA, étaient mortelles. Or, sous l'effet de la pharmacorésistance, ces médicaments peuvent devenir inefficaces. C'est pourquoi l'OMS lance un appel en faveur d'un engagement mondial plus intense en vue de préserver l'efficacité de ces médicaments pour les générations futures.

De nombreux comités techniques de l'ISO réunissent des professionnels et des experts de la santé venant des gouvernements et de l'industrie, et d'autres parties prenantes autour de l'élaboration de Normes internationales dont l'objectif est de faciliter et d'améliorer les soins de santé. Parmi les thèmes abordés figurent notamment : l'informatique de santé, les équipements et essais de laboratoire, les dispositifs médicaux et leur évaluation, l'art dentaire, la stérilisation des produits de santé, les implants chirurgicaux, les contraceptifs mécaniques, les prothèses et orthèses et le management de la qualité.

## Journée mondiale des droits des consommateurs



Le Président John F. Kennedy, dans un discours qu'il prononça le 15 mars 1963 devant le Congrès américain, fut le premier dirigeant à officiellement aborder la question des droits des consommateurs. Chaque année, cette date est l'occasion pour le mouvement des consommateurs de sensibiliser l'opinion publique aux questions relatives à la consommation.

Le 15 mars 2011, la Journée mondiale des droits des consommateurs avait pour thème : Des services financiers équitables pour tous. Pour marquer l'événement et faire suite à l'engagement pris par les pays du G20 lors du Sommet de Séoul en novembre 2010, Consumers International (CI) leur a adressé des recommandations sur la façon dont ils pourraient améliorer la situation.

CI est l'un des partenaires de l'ISO pour les questions liées à la consommation. Sa participation aux travaux des comités techniques de l'ISO et au Comité de l'ISO pour la politique en matière de consommation (ISO/COPOLCO) permet de faire entendre la voix des consommateurs dans les activités de normalisation. En 2010, la journée d'étude annuelle de l'ISO/COPOLCO avait pour thème : « Rétablir la confiance des consommateurs dans les services financiers mondiaux - Les normes peuvent-elles aider ? ».

L'ISO examine à présent les recommandations émanant de cette réunion.

ISO 26000, la norme relative à la responsabilité sociétale, sera l'un des points centraux à l'ordre du jour du congrès 2011 de CI, qui a participé activement à son élaboration aux côtés d'autres parties prenantes représentant les consommateurs. Grâce à eux, la consommation figure parmi les questions centrales de la norme.



## Créer une culture mondiale de la sécurité alimentaire

«Créer une culture mondiale de la sécurité alimentaire», tel était le thème de la Conférence mondiale sur la sécurité alimentaire, qui s'est tenue à Londres, Royaume-Uni, en février 2011. Plus de 600 participants de 40 pays ont assisté à cet événement, dont l'objectif était d'examiner comment renforcer la sécurité des denrées alimentaires dans un contexte mondialisé.

D'après la Global Food Safety Initiative (GFSI), qui a organisé cette conférence, face à la complexification et à la mondialisation croissante des réseaux, il est de plus en plus difficile pour les spécialistes de la sécurité des denrées alimentaires de parler le même langage. Les ruptures dans la chaîne d'approvisionnement peuvent avoir des conséquences désastreuses pour les

entreprises. Or, la moitié des erreurs commises dans la procédure est due à des défaillances dans la culture de management.

Avoir une approche holistique en matière de sécurité des denrées alimentaires signifie aller au-delà des mécanismes d'essais habituels et reconnaître le rôle déterminant que joue la culture d'entreprise.

Le Secrétaire général adjoint de l'ISO, Kevin McKinley, qui représente l'ISO au Conseil consultatif de la GFSI, a participé à cette conférence. L'ISO y avait, en effet, toute sa place, puisque la série de normes ISO 22000, dans laquelle figure ISO 22000:2005, *Systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires – Exigences pour tout organisme appartenant à la chaîne alimentaire*, ainsi que

la série de normes ISO sur l'évaluation de la conformité, qui est particulièrement liée à l'accréditation et à la certification, sont très utiles pour les programmes d'évaluation de la GFSI et la promotion d'une culture mondiale de meilleures pratiques en matière de sécurité des denrées alimentaires.

## Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales

En décembre 2010, à Paris, France, une

consultation spéciale s'est tenue entre des délégués de 42 gouvernements adhérant aux Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales, et des parties prenantes représentant des entreprises, le monde du commerce, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations internationales.

Ces principes directeurs sont des recommandations, faites par les gouvernements, qui couvrent tous les domaines importants de l'éthique d'entreprise, notamment : les mesures prises par l'entreprise pour respecter les législations, se conformer aux normes reconnues sur le plan international et répondre à d'autres attentes d'ordre sociétal.

Les discussions étaient centrées sur les droits de l'homme, l'emploi et la main d'œuvre, le devoir de vigilance, les chaînes d'approvisionnement et les dispositions procédurales, y compris celles touchant au fonctionnement des points de contact nationaux.

Pour le Secrétaire général adjoint de l'ISO, Kevin McKinley, qui a participé à la consultation : « Cela fait longtemps que l'ISO et l'OCDE coopèrent. À l'heure actuelle, l'OCDE participe à plus de 25 comités et sous-comités techniques de l'ISO portant sur une grande variété de sujets. L'OCDE est un partenaire précieux qui contribue à la diffusion des meilleures pratiques que véhiculent les Normes internationales. » ■



# Seah Kian Peng

## NTUC FairPrice



Photo : © NTUC FairPrice

Seah Kian Peng est CEO (Singapour) de NTUC FairPrice Cooperative, une chaîne coopérative de supermarchés. Il est également Membre du Parlement représentant la circonscription de Marine Parade, et Président de la Commission parlementaire (GPC) auprès du Ministère des affaires sociales, de la jeunesse et des sports.

M. Seah a rejoint NTUC FairPrice en janvier 2001. Depuis lors, il est parvenu, avec l'équipe en place, à faire de FairPrice un distributeur multi-formats, à accroître ses parts de marché et son impact social tout en renforçant la valeur de la marque de NTUC FairPrice.

Le chiffre d'affaires actuel de FairPrice s'élève à plus de 2,2 milliards SGD (dollar singapourien) et le nombre de ses salariés dépasse les 8 000. En janvier 2005, il a été nommé Vice-président de Singapore Compact for Corporate Social Responsibility, une société qui œuvre pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE). En juin 2009, il devient Co-président de la Social Enterprise Association de Singapour. En septembre 2005, il a été élu membre du Conseil d'administration de l'Alliance coopérative internationale (ACI), devenant le premier Singapourien à occuper une telle fonction depuis la création de l'ACI, 112 ans auparavant. Il a été réélu en 2009 pour un nouveau mandat de quatre ans.

Titulaire d'une bourse d'études du Colombo Plan, M. Seah a suivi le Programme de management avancé de la Harvard Business School et compte parmi les membres associés du Chartered Institute of Marketing.

**ISO Focus+ : NTUC FairPrice, fort d'un réseau de plus de 240 points de vente, est devenu le plus important distributeur de Singapour. À quoi attribuez-vous votre réussite ?**

**Seah Kian Peng :** À FairPrice, notre mission sociale – l'allègement du coût de la vie à Singapour – est notre priorité. C'est ce qui motive nos décisions commerciales, et nos clients nous restent fidèles car ils reconnaissent et apprécient ce que nous faisons pour eux. Nous faisons constamment tout notre possible pour être les premiers de la grande distribution à baisser les prix et les derniers à les augmenter.

Ainsi, nous avons récemment lancé le programme « Plus pour un dollar », qui consiste à proposer, jusqu'à fin mai 2011, entre 5 et 10% de réduction sur les 500 produits de notre marque. Nos produits FairPrice fixent les prix de référence et sont déjà au moins 10% plus bas que ceux des marques nationales similaires. En outre, nos marques d'enseigne sont reconnues et ont notamment été élues « Meilleures marques de confiance » par les Readers' Digest.

Année après année, nous avons poursuivi la construction d'un vaste réseau de supermarchés, qui couvre désormais toute l'île. En effet, nous voulons garantir que nos magasins soient faciles d'accès, non seulement par souci de commodité pour le consommateur mais aussi pour limiter le transport. Notre offre

de produits s'adresse à différents segments de la population, mais nous ne perdons pas de vue notre mission sociale qui porte sur la modération du coût de la vie à Singapour. Nous déployons d'importants efforts pour rester en phase avec nos clients, notamment en suivant l'évolution de leurs modes de vie et en leur offrant un large éventail de

### *Les Normes internationales ont beaucoup d'importance pour nous.*

services et divers formats de magasins. Aux supermarchés FairPrice sont venus s'ajouter les FairPrice Xtra, les hypermarchés pour le plaisir de faire les courses en famille, les FairPrice Xpress, fruit d'une collaboration avec ExxonMobil ciblant les conducteurs de voitures et de motos, et les magasins FairPrice Finest, destinés aux clients aisés qui veulent ce qu'il y a de mieux.

Nous avons également une réputation de précurseurs dans le secteur. Par exemple, nous avons été les premiers à Singapour à ouvrir, en 2009, un supermarché respectueux de l'environnement avec des matériaux recyclés et biodégradables pour l'aménagement,

des équipements et un système d'éclairage économes en énergie et une « technologie verte » d'avant-garde. Cette initiative a été reconnue par l'Association des distributeurs de Singapour, qui nous a décerné le tout premier titre de « Distributeur vert de l'année », en 2010. En 1991, nous avons été les premiers à introduire la technologie des codes à barres.

**ISO Focus+ : Comment la normalisation s'intègre-t-elle au cadre général qui sous-tend l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'inventaire, l'expédition des marchandises et leur localisation, pour permettre à NTUC FairPrice une intégration homogène de ses produits et services ?**

**Seah Kian Peng :** Compte tenu de sa réputation dans la grande distribution à Singapour et de son expérience de plus de 30 ans au service de ses clients, FairPrice se doit de maintenir des normes de qualité de haut niveau et de faire siennes les meilleures pratiques internationales pour offrir aux clients des produits de qualité au meilleur prix et un service irréprochable. Du point de vue purement opérationnel, la normalisation apporte un gain d'efficacité, une meilleure uniformisation des produits et processus et davantage de productivité. Notre personnel suit également des formations à nos normes opérationnelles au Centre de formation FairPrice, qui a été créé à cet effet ; cette



*Avec plus de 350 000 clients quotidiens, la sécurité et la qualité des produits est d'une importance fondamentale pour FairPrice.*



Photo: © NTUC FairPrice  
 En 1993, FairPrice s'est lancé dans la centralisation de ses entrepôts et de sa distribution pour optimiser l'efficacité et la productivité de la chaîne d'approvisionnement. Grocery Logistics of Singapore (GLS), une filiale de FairPrice, veille à ce que les 250 supermarchés et magasins de proximité du groupe soient approvisionnés et préparés pour répondre aux besoins des clients.

formation l'aide à mieux suivre les normes et les lignes directrices, ce qui participe d'une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

FairPrice a, par ailleurs, pris diverses mesures pour veiller à ce que les activités de normalisation soient menées jusqu'au bout. Nous avons été les premiers à Singapour à appliquer la norme ISO relative aux palettes pour qu'il y ait un seul format de palettes utilisé dans le Centre de distribution Grocery Logistics de Singapour (GLS), notre Centre de distribution et nos entrepôts. Notre Département chargé de la sécurité et de la qualité des denrées alimentaires a mis sur pied un programme d'audit complet et un système de management du risque intégré pour veiller à la sûreté et à l'intégrité de nos produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

En 2001, nous avons également été la première chaîne de grande distribution de Singapour à recevoir la certification HACCP (Analyse des risques – Points critiques pour leur maîtrise). Notre système de management de la chaîne du froid garantit la conservation des produits frais à une température optimale tout au long du processus, du producteur à nos magasins. Ainsi, FairPrice a pu importer directement sans compromettre leur fraîcheur des légumes verts produits dans des régions éloignées, en maintenant les prix bas et en réduisant les pertes malgré des durées de transport pouvant aller jusqu'à 24h. Cela nous permet de proposer à nos clients des légumes provenant de différents pays relativement proches comme la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie à un prix abordable.

En outre, nous avons participé à l'élaboration de la norme relative au système de management de la chaîne du froid pour le lait et les produits

laitiers. En 2002, nous avons appliqué cette norme, qui permet de prolonger la durée de vie des produits laitiers. En 2005, nous avons mis en œuvre le système de management de la chaîne du froid pour le porc réfrigéré. Nous pouvons ainsi nous approvisionner en viande porcine dans des régions plus éloignées, sans compromettre la sécurité et la qualité de ce type de denrées. Grâce à ce nouveau processus, les produits mettent moins de temps à rejoindre nos magasins.

Pour nos clients, cela signifie que FairPrice peut leur apporter davantage de satisfaction en leur proposant une plus grande variété de produits de qualité supérieure à un prix abordable. La mise en œuvre de ces normes est la garantie que nos produits et services sont sûrs et de bonne qualité. Au final, notre souci est toujours d'accroître la satisfaction du client, pour conserver sa fidélité à la marque et sa confiance.

**ISO Focus+:** *NTUC FairPrice fait largement usage des normes ISO, à commencer par ISO 9001:2000 pour le management de la qualité. Quelle place estimez-vous que ces normes de système de management occupent dans les pratiques de management de votre entreprise à l'échelon mondial ?*

**Seah Kian Peng :** Les clients savent que FairPrice propose des produits alimentaires sûrs et de qualité. Notre marque s'engage à

*La normalisation présente des avantages d'ordre économique.*



Photo: © NTUC FairPrice  
 Pour mieux répondre aux besoins des clients, FairPrice exploite plusieurs formats de distribution – supermarchés FairPrice, magasins FairPrice Xtra, FairPrice Finest, FairPrice Xpress et Cheers.



Photo: © NTUC FairPrice

*FairPrice a été le premier à Singapour à ouvrir un supermarché respectueux de l'environnement avec des matériaux recyclés et biodégradables pour les rayonnages, des équipements et un système d'éclairage économes en énergie, un espace recyclage, et une « technologie verte » d'avant-garde.*

fournir à ses clients des produits alimentaires de qualité au meilleur prix et des services irréprochables. Du fait de cet engagement et de nos nombreux clients, nous réapprovisionons nos rayons chaque jour et prenons des mesures rigoureuses et massives pour garantir la qualité et la sécurité de nos produits.

La sécurité des denrées alimentaires est une priorité pour FairPrice. Premier partenaire en matière de sécurité des denrées alimentaires de l'Autorité agro-alimentaire et vétérinaire de Singapour (AVA), nous avons établi des lignes directrices pour veiller à ce que les produits surgelés stockés dans des congélateurs ne dépassent pas les niveaux de charge maximaux. Des audits sont régulièrement effectués dans chaque magasin pour s'en assurer.

Notre système de management de la sécurité des denrées alimentaires et de la qualité est conforme aux normes internationales

comme HACCP et ISO 9001. Ces systèmes s'étendent à nos points de vente, nos centres de préparation des viandes et nos entrepôts.

Nous faisons également beaucoup pour le respect de l'environnement et nous avons lancé notre premier supermarché « vert » dans le Centre commercial City Square Mall. Une initiative destinée à inciter nos clients à utiliser leurs propres sacs a été lancée en 2007. Depuis, nous avons économisé près de 45 millions de sacs plastiques. Nous avons également introduit des équipements de récupération de déchets pour le recyclage des bouteilles en plastique. Un comité écologique a en outre été établi en interne pour examiner comment améliorer l'ensemble de notre pratique de management environnemental.

**ISO Focus+ :** *Étant donné que NTUC FairPrice est présent dans de nombreux secteurs*

*différents et est très actif dans les comités et les activités techniques, comment considérez-vous le rôle des Normes internationales dans la promotion des services que vous proposez dans divers secteurs et dans les relations client-fournisseur ?*

**Seah Kian Peng :** Les Normes internationales ont beaucoup d'importance pour nous. Elles donnent du crédit aux efforts que nous avons déployés pour nous assurer que l'offre de produits FairPrice est abordable et de la plus haute qualité. Cela renforce également la confiance que nos intermédiaires et partenaires placent en nous, et les pousse à nous donner le meilleur d'eux-mêmes.

Nous reconnaissons le rôle important que jouent nos partenaires commerciaux dans notre réussite. Par exemple, nous collaborons avec nos fournisseurs et l'AVA pour veiller

au respect des normes de sécurité afin de nous assurer que nous sommes en mesure de maintenir un haut niveau de sécurité des denrées alimentaires, d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement.

De par sa position de chef de file, FairPrice joue un rôle clé en étant parmi les premiers à adopter les normes; cela incite d'autres protagonistes du secteur à en faire autant. De nombreuses normes que nous avons contribué à élaborer sont devenues les normes du secteur.

Comme FairPrice cherche à étendre ses activités au-delà du marché intérieur, cela l'aide à gagner une certaine reconnaissance dans les sites FairPrice, les innovations dans le commerce de détail et l'excellence opérationnelle à l'étranger.

**ISO Focus+ : Quelle est votre position par rapport aux nouveaux domaines et enjeux de normalisation en matière de responsabilité sociétale (ISO 26000), relations commerciales et services informatiques ?**

**Seah Kian Peng :** Pour l'entreprise sociale que nous sommes, la responsabilité sociétale est la clef de voûte de nos activités. Être redevable à la société a toujours fait partie de la culture de FairPrice. On pourrait même aller jusqu'à dire que cela est inscrit dans nos gènes. En 2008, nous avons créé la Fondation NTUC FairPrice, afin d'assister FairPrice de façon

plus systématique, focalisée et durable dans ses activités philanthropiques. Aujourd'hui, nous avons consacré, au travers de notre fondation, 20 millions USD à l'assistance aux démunis, l'amélioration du bien-être des employés et l'encouragement des initiatives de solidarité au sein de la communauté. Notre mission sociale oriente la plupart de nos décisions commerciales, il est donc important que nos partenaires et parties prenantes le comprennent eux aussi.

Nous reconnaissons également la nécessité d'entretenir d'excellentes relations commerciales. Il est important d'avoir de véritables partenaires qui partagent nos convictions et nos valeurs pour que ce partenariat soit le plus fructueux. À FairPrice, nous sommes conscients que nous ne pouvons pas agir isolément et devons nous appuyer sur des partenariats si nous voulons offrir à nos clients les meilleurs produits dans nos magasins. En 2010, nous avons organisé notre premier Congrès de partenaires dans le but de mieux partager notre conception du service et de renforcer une approche collaborative entre partenaires. En tant que distributeur, nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires en amont comme en aval, car nous sommes convaincus que ces relations commerciales peuvent conduire à la création commune d'une expérience client extraordinaire.

*La mise en œuvre des normes garantit la sécurité des clients et la haute qualité de nos produits et services.*

Les services informatiques sont indispensables dans notre domaine. En tant que chef de file, nous devons accueillir les nouvelles technologies et rester ouverts pour conserver notre avance. Savoir innover et saisir les opportunités que présentent les nouvelles technologies sont des facteurs déterminants pour la productivité, en particulier dans le secteur de la grande distribution. Les normes de sécurité informatique sont également un terrain crucial que nous allons explorer. Tout cela aide à apporter des améliorations dans la gestion et la surveillance de toute notre chaîne d'approvisionnement, mais aussi dans la simplification de nos processus de distribution.

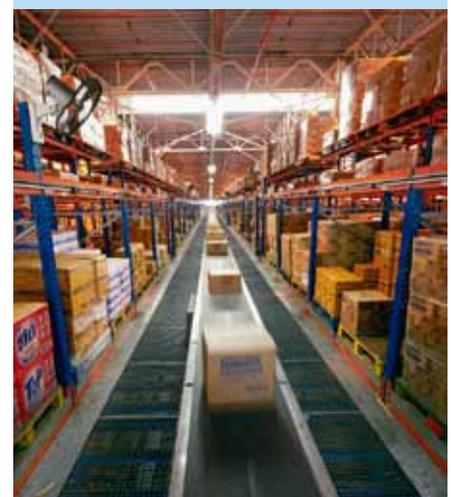
Il ne fait aucun doute que la normalisation présente des avantages d'ordre économique. Elle est un moyen de diffuser les innovations à travers chaque secteur de l'industrie et elle assure que les entreprises ne se laissent pas distancer par les premières à adopter les normes. Nous sommes heureux de jouer le rôle que nous jouons et de participer à des initiatives qui soutiennent de tels efforts. ■

## À propos de NTUC FairPrice

La NTUC FairPrice Co-operative Ltd a été fondée par le mouvement travailliste en 1973, qui lui a assigné la mission sociale de modérer le coût de la vie à Singapour. Ne comptant au début qu'un seul supermarché, NTUC FairPrice a pris de l'ampleur, devenant le plus grand distributeur de Singapour, avec un réseau de plus de 250 points de vente, avec les supermarchés FairPrice et les magasins FairPrice Finest, FairPrice Xtra, FairPrice Xpress et Cheers. NTUC FairPrice dispose également de son propre centre de distribution de produits frais, et d'une entreprise et d'entrepôts de distribution centralisés.

Aujourd'hui, avec ses multiples formats de magasin qui correspondent aux divers besoins et intérêts de clients de tous horizons, NTUC FairPrice a su s'adapter aux besoins changeants de ses clients tout en restant en phase avec sa mission sociale et son aspiration à être le premier distributeur singapourien de classe mondiale à avoir un cœur.

Pour plus d'informations sur NTUC FairPrice, voir : [www.fairprice.com.sg](http://www.fairprice.com.sg).



*FairPrice s'appuie sur une chaîne logistique efficace pour s'assurer que ses commerces soient approvisionnés, sans retard, en produits frais de qualité pour répondre aux besoins de ses clients jour après jour.*





# Un monde codé

## Un gain de temps, d'espace et d'énergie

par Elizabeth Gasiorowski-Denis

Les systèmes de codage sont parmi les systèmes les plus fréquemment utilisés dans un but de normalisation par les gouvernements, les entreprises et le public en général. Chaque jour, des millions d'opérations et des millions d'articles – livres, passeports, conteneurs pour le transport de marchandises jusqu'aux transferts d'argent – font appel à des codes.

Utiliser un code à deux caractères – comme par exemple TF pour Terres australes françaises – est un gain de temps (et donc d'argent) pour la saisie puisque le nombre de frappes passe de 25 à 2. Quant à l'espace nécessaire pour le stockage des données, celui-ci s'en trouve réduit d'autant. Les codes réduisent également le taux d'erreur lors de la saisie ou de l'extraction de données car ils permettent de désigner de façon cohérente et sans ambiguïté des personnes, des lieux ou des objets qui pourraient s'appeler ou s'épeler de plusieurs façons.\* Dans tous les cas, ces codes permettent de réaliser des économies de temps, d'espace et d'énergie.

Considérons la norme ISO 3166-1 relative aux codes des noms de pays. De toutes les normes ISO, elle est probablement la plus utilisée, car toutes les organisations postales du monde échangent des courriers internationaux dans des conteneurs portant ses codes pour l'identification du pays de destination. Dans les passeports lisibles par machine, qui font l'objet d'ISO/CEI 7501-1, le code à trois lettres d'ISO 3166-1 sert à établir la nationalité de l'utilisateur. De plus, le système des noms de domaines de l'Internet utilise les codes alpha-2 d'ISO 3166-1 pour définir les domaines de premier niveau de code de pays (ccTLD), par exemple, pour la France «.fr», l'Australie «.au», le Brésil «.br», ou le Japon «.jp».

Le dossier du numéro d'ISO Focus+ d'avril 2011 s'intéresse à ISO 3166 et aux applications de cette norme dans une douzaine de secteurs, mais aussi aux nombreuses autres normes ISO qui ont un impact important grâce aux «codes du succès» qu'elles diffusent.

Le numéro international normalisé du livre (ISBN), par exemple, est l'un des systèmes d'identification les plus utilisés et les plus aboutis au monde – des milliards d'entre eux ont déjà été attribués par des millions d'éditeurs dans plus de 200 pays. L'ISBN est l'élément indispensable du commerce mondial du livre, qui facilite la compilation de bases de données de produits, l'échange électronique de données et la collecte de données sur les ventes.

Utilisés depuis plus d'une vingtaine d'années, le BIC (Code d'identification des entreprises) et l'IBAN (Numéro de compte bancaire international) sont des identifiants indispensables dans le contexte financier. Grâce au BIC, qui identifie les institutions financières et non financières, et à l'IBAN, qui identifie les comptes bancaires des clients, les erreurs dans l'exécution des transactions financières sont beaucoup moins nombreuses.

Le secteur financier s'intéresse maintenant à l'élaboration d'une norme pour l'identification des entités juridiques spécialisées dans les opérations financières. L'intérêt d'une telle norme, notamment en termes de transparence et de meilleure régulation sur les marchés financiers, est évident.

Tous les conteneurs utilisés dans le monde pour le transport de marchandises doivent être enregistrés à l'aide d'un code d'identification (code BIC) qui en identifie de façon unique le propriétaire ou l'opérateur. Le code BIC est utilisé dans 115 pays par près de 1 700 propriétaires ou opérateurs, soit plus de 90% du parc de conteneurs à l'échelon mondial.

Les codes facilitent la mobilité internationale et les admissions temporaires dans les procédures douanières ainsi que le contrôle des conteneurs, que celui-ci soit fait manuellement ou automatiquement par des systèmes informatisés et/ou des systèmes de commande à distance en tout point de la chaîne logistique, et en particulier pour le transport intermodal de marchandises.

L'industrie automobile mondiale est un autre secteur qui utilise à très grande échelle un système de numérotation – le VIN (Numéro d'identification des véhicules), applicable à chaque véhicule individuel. Ce numéro donne une description codée du véhicule, y compris des éléments tels que le fabricant, l'année de fabrication du véhicule, le site de production et les caractéristiques du véhicule. Il existe dans plusieurs pays des services qui permettent de retracer l'historique des véhicules. À l'aide des numéros VIN, les acquéreurs potentiels peuvent savoir si les véhicules concernés sont d'une mauvaise série ou des véhicules de marque.

Beaucoup d'autres normes ISO établissent des codes à succès! Le dossier du numéro d'ISO Focus+ d'avril 2011 illustre l'utilité et les avantages de certains des codes ISO les plus connus. ■

Elizabeth Gasiorowski-Denis est Rédactrice,  
ISO Focus+.

\* *Standards for Archival Description: A Handbook*, «Chapitre 7: Codes».

Compilation de Victoria Irons Walch avec des contributions de Marion Matters.



# De Dickens à Dante

**Avec l'ISBN, le marché du livre  
se chiffre en milliards**

par Stella Griffiths

L'un des systèmes d'identification les plus utilisés et les plus aboutis au monde est le numéro international normalisé du livre (ISBN) – norme ISO depuis 1970. Les numéros ISBN attribués par des millions d'éditeurs dans plus de 200 pays se chiffrent en milliards.

Présenté dans ISO 2108:2005, *Information et documentation – Numéro international normalisé du livre*, l'ISBN est l'élément indispensable du commerce mondial du livre, qui facilite la compilation de bases de données de produits, l'échange électronique de données et la collecte de données sur les ventes. Suite à un accord entre ISBN, GS1 (anciennement appelé EAN International) et l'UCC (Uniform Code Council) qui a, lui, permis d'être lisible par machine sous forme d'un code à barres EAN 13 (à 13 chiffres), l'ISBN joue également un rôle central dans les systèmes PVE (Point de Vente Électronique).

Il n'y a pas si longtemps, en 1960, il était beaucoup plus compliqué de commander ou de vendre des livres, et la procédure était beaucoup plus lente. Les éditeurs n'avaient pas d'approche commune pour identifier leurs publications, et chaque libraire avait un mode de commande différent. Sans système d'identification convenu dans le secteur, il n'était pas facile pour les libraires d'indiquer avec précision l'édition qu'ils cherchaient.

Pour retrouver une édition précise parmi les différentes versions, par exemple, de chacune des pièces de Shakespeare, ou des romans de Dickens, voire simplement de *la Divine comédie* de Dante, il fallait communiquer de multiples informations et les vérifier pour être sûr que le libraire recevrait l'édition demandée. La question que se posaient les éditeurs et les distributeurs était la suivante : comment automatiser les systèmes de traitement des commandes et de contrôle des inventaires l'automatisation pour améliorer l'efficacité et la rentabilité, et éviter d'avoir à identifier chaque publication individuellement ?

## Suivre les évolutions

C'est en 1967 au Royaume-Uni, qu'a été instauré le premier code de numérotation, lequel était composé de neuf chiffres avec un dernier caractère pour la validation. Suite à cela, le comité technique ISO/TC 46, *Information et documentation*, a mis sur pied un groupe de travail chargé d'examiner la possibilité d'adapter le système britannique pour l'utiliser à l'échelon international.

Après examen et approbation du comité technique, l'établissement d'une Norme internationale relative à l'ISBN (code fondé sur le système britannique d'origine, mais composé de 10 chiffres) a été approuvé en 1970. L'objet et le domaine d'application y étaient définis ainsi : « l'utilisation de la numérotation du livre, de sorte qu'un numéro normalisé international du livre identifie chaque titre, ou chaque édition d'un titre, d'un éditeur déterminé et soit le seul pour ce titre ou cette édition. » (ISO 2108:1972).

L'attribution d'un ISBN à une publication n'implique pas que celle-ci soit nécessairement destinée à la vente – cela n'a jamais été

une condition formelle. L'ISBN était en fait destiné à encourager l'« enregistrement total » des publications, qu'elles soient destinées ou non à la vente. Ainsi toute publication mise à la disposition du public – par opposition aux publications destinées à un cercle restreint (famille, entourage ou club) – devra être identifiée par un ISBN.

La norme spécifie que l'ISBN doit toujours figurer au verso de la page de titre et au dos de la couverture du livre. Ainsi, la norme ISBN a acquis une visibilité au-delà du monde du livre, devenant l'une des normes les plus connues et reconnues au monde.

En outre, l'ISBN a su conserver toute sa pertinence en s'adaptant à l'évolution du marché du livre lui-même. Par exemple, la croissance fulgurante de l'édition électronique a fait grimper en flèche la demande d'ISBN, les éditeurs ayant profité des possibilités que présentaient la Toile et le commerce en ligne pour proposer des publications sur différents supports. Avec la pression de la demande et la crainte des limitations quant aux codes disponibles, il a été procédé à la quatrième révision de la norme ISBN en 2005 faisant passer le code à 13 chiffres, ce qui a pratiquement permis de doubler ses capacités.

L'un des principaux avantages que présente cette solution à 13 chiffres est le suivant : le

système d'identification peut désormais utiliser le nouveau préfixe EAN (979), réservé au commerce du livre il y a de nombreuses années dans le cadre du système EAN. Tout cela s'harmonise avec l'adoption progressive du système EAN.UCC dans la chaîne de distribution nord-américaine et permet d'aligner le code ISBN sur d'autres systèmes de numérotation des produits, facilitant ainsi la vente de livres dans d'autres commerces que les librairies.

---

### *L'ISBN est un élément essentiel du commerce mondial du livre.*

---

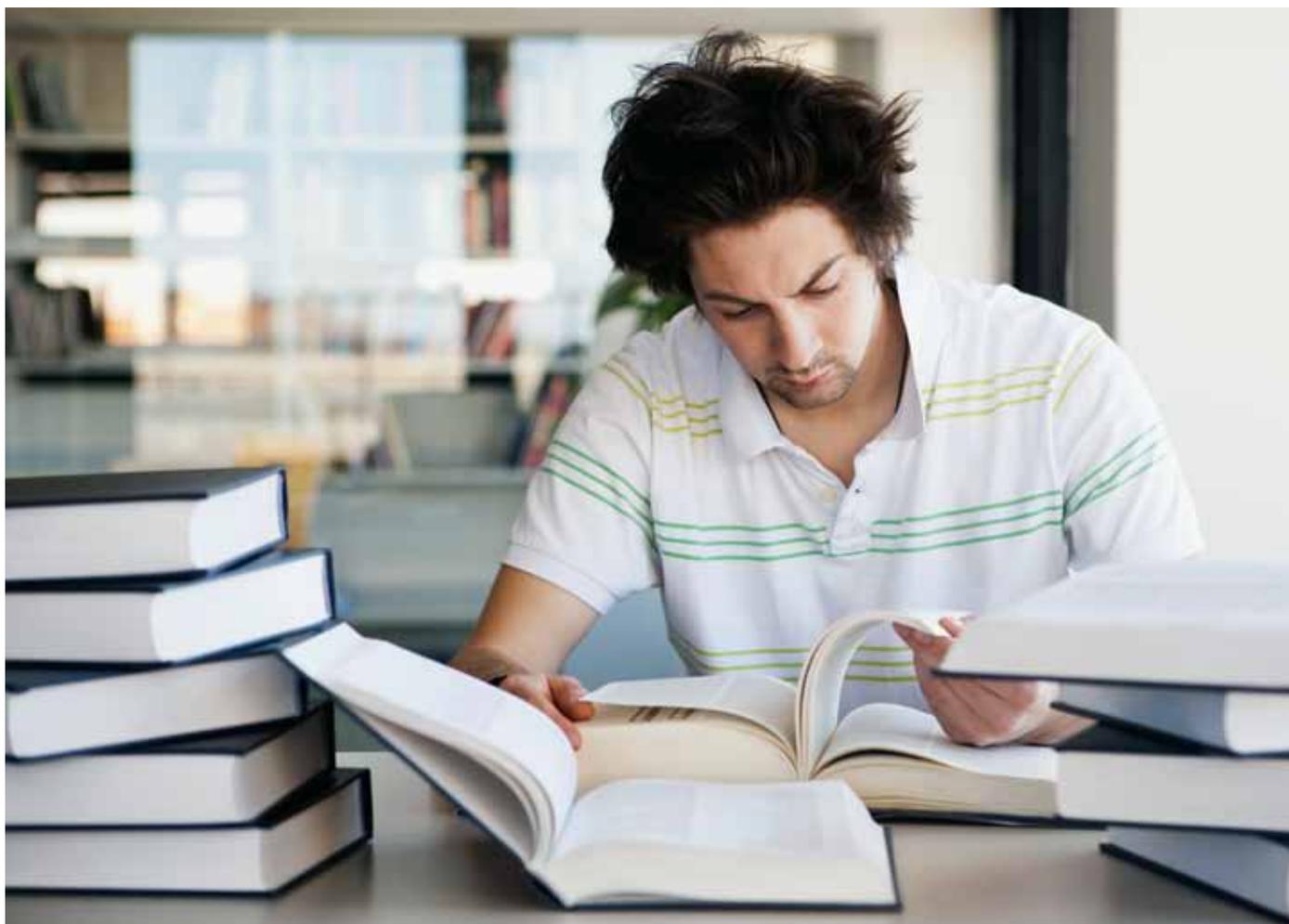
En plus des livres et manuels imprimés, le code ISBN est utilisé pour identifier les publications audio ou électroniques, les cartes et les publications multimédias dont le principal constituant est du texte. L'enjeu, pour le domaine d'application de l'ISBN, est de rester en phase à mesure que nous entrons dans ce « Meilleur des mondes » que nous promet le numérique.

Comme l'ISBN identifie de manière unique chaque publication, ce numéro est essentiel

pour les informations détaillées (appelées métadonnées riches) incorporées dans les bases de données des livres imprimés utilisées par les grossistes, les détaillants et les librairies pour chercher et commander les titres que veulent leurs clients et leurs lecteurs. Ces informations sont notamment : le titre de l'ouvrage, l'auteur, l'éditeur, la date de première édition et, bien entendu, le prix de vente conseillé, la classification thématique et le lectorat visé, la biographie de l'auteur, les critiques, les sélections et les récompenses reçues, le nombre de pages, etc.

### **ONIX Livres**

Le format de communication le plus largement utilisé dans le monde pour transmettre ce type de métadonnées est ONIX Livres, qui a été élaboré conjointement par EDITEUR, Book Industry Study Group, New York et Book Industry Communication, Londres. Le format ONIX, utilisé dans la chaîne de distribution, donne des informations approfondies sur le produit correspondant à chaque ISBN par le biais d'un formulaire électronique normalisé destiné aux grossistes et distributeurs, principaux détaillants, agrégateurs de données et entreprises connexes. Cela permet une actualisation rapide des informations, qu'elles



soient destinées à des systèmes internes ou à des sites de vente en ligne.

Basée à Londres, l'Agence internationale de l'ISBN est l'organisme d'enregistrement désigné par l'ISO pour coordonner et superviser le système ISBN au niveau mondial, définir et attribuer les numéros de groupes aux agences ISBN locales, qui à leur tour indiquent les catégories de préfixes ISBN disponibles à attribuer aux éditeurs. Ce sont les agences ISBN locales – qui opèrent généralement à l'échelon national dans un pays donné – qui ont joué un rôle déterminant dans la réussite de la mise en œuvre de l'ISBN.

Les agences locales attribuent aux éditeurs les préfixes ISBN couplés d'ISBN individuels (déclarants) dont le nombre varie en fonction de la production de titres estimée de ces derniers ; elles collectent et tiennent à jour

les informations relatives à l'enregistrement de chaque éditeur ; et reçoivent les informations relatives à toute nouvelle publication à laquelle un ISBN est attribué. Enfin, les agences locales ISBN promeuvent l'utilisation du numéro ISBN dans leurs pays (y compris en établissant des bases de données de livres imprimés) et proposent également des conseils et des recommandations sur les applications et la mise en œuvre de l'ISBN aux éditeurs.

Norme ISO qui a fait ses preuves, l'ISBN, a l'avantage d'exister depuis longtemps et d'avoir été adoptée mondialement. Les agences ISBN, qui sont au moins 160 au service de plus de 200 pays et territoires, ont attribué au total plus d'un million de préfixes ISBN aux éditeurs.

Il arrive encore parfois que l'Agence internationale de l'ISBN reçoive des demandes de pays qui, ne disposant toujours pas d'agences

locales, souhaiteraient savoir comment entrer dans le système. Pour les pays en développement en particulier, le numéro ISBN est le code d'accès des éditeurs aux marchés internationaux.

## L'ordre après le chaos

Au début des années 1970, le numéro ISBN a mis de l'ordre là où tout n'était que chaos et solutions propriétaires individuelles. Il s'est vite imposé comme un identificateur facile à mettre en œuvre pour les éditeurs et facile à comprendre pour les autres acteurs de la chaîne de distribution, qui pouvaient l'interpréter avec rapidité, exactitude et fiabilité. Les publications numériques – versions au format livre électronique des livres papiers ou applications multimédias téléchargeables – constituent encore une part infime du marché du livre mondial mais connaissent une rapide progression.

*L'ISBN a mis de l'ordre là où tout n'était que chaos et solutions propriétaires individuelles.*

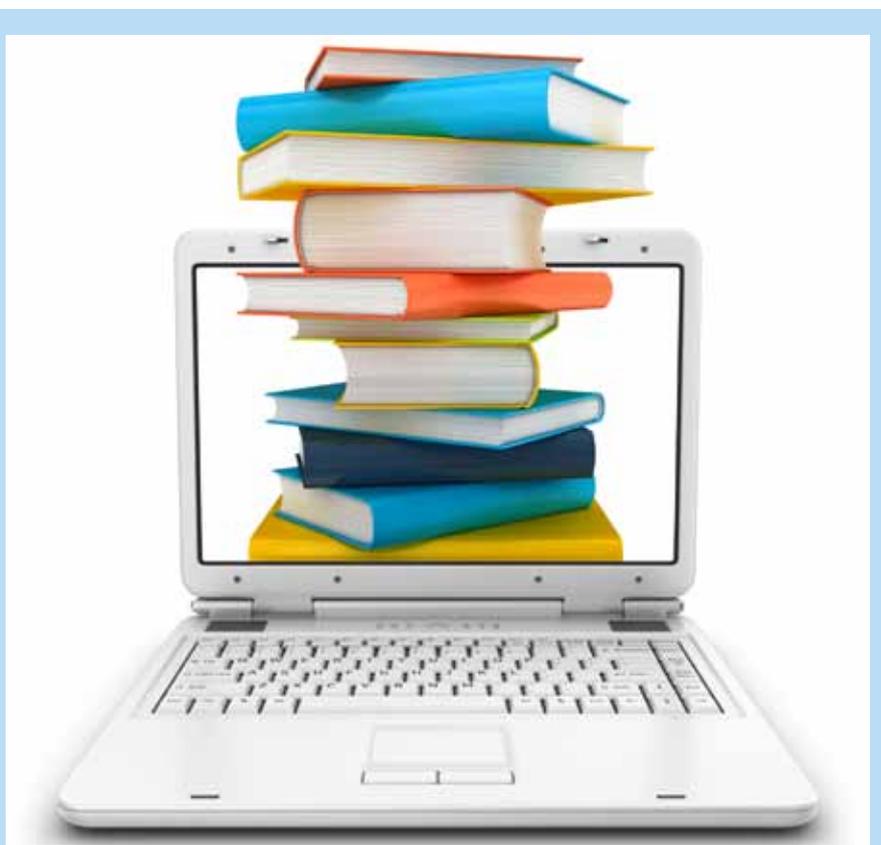
Le système ISBN est capable d'identifier chacun de ces différents types de publication comme il distingue une édition d'origine de sa version poche. Pour les éditeurs, l'enjeu est de rester maîtres de leurs propres métadonnées malgré la multiplication des formats et des potentialités des lecteurs électroniques ; pour l'ISBN, il s'agit de conserver son rôle central à l'ère du numérique. ■

## À propos de l'auteur



**Stella Griffiths** est Directrice exécutive de l'Agence internationale de l'ISBN. Diplômée de l'Université d'Oxford, elle travaille dans le domaine de

l'édition et de la normalisation internationale depuis 1989. Elle a occupé plusieurs postes de direction dans le domaine de l'édition (livres et périodiques). Tout en exerçant des fonctions de direction auprès de l'Agence ISBN du Royaume-Uni, Mme Griffiths a participé activement aux travaux de l'ISO/TC 46/SC 9/GT 4 pour la révision de la norme ISBN et le passage à un numéro ISBN à 13 chiffres.



## Vivre avec son temps

Il est de plus en plus important, pour les éditeurs comme pour les libraires, d'être présents sur la Toile, que ce soit pour faciliter la recherche de publications imprimées ou pour vendre des livres électroniques. Le système DOI (ISO 26324, *Information et documentation – Système d'identifiant numérique d'objet*) offre un identifiant actionnable persistant pouvant être exploité dans les réseaux numériques.

Certaines agences locales proposent un service ISBN-A (pour « ISBN actionnable ») lorsqu'un ISBN existant peut être exprimé dans le système DOI.

Les utilisateurs peuvent de cette façon être dirigés vers une notice de catalogue, commander une édition précise, voire lire l'ouvrage en ligne.



# Identifier le risque systémique

## Les organismes de réglementation prônent des identifiants normalisés pour les entités juridiques

par Paul Janssens

La récente crise financière a mis en évidence la nécessité de renforcer la transparence et la réglementation dans les marchés financiers. Les organismes de réglementation du monde entier conduisent des analyses du risque systémique pour comprendre l'ensemble des risques que font peser les entités et leurs contreparties dans les différentes catégories d'actifs et régions. Il est important, pour les marchés privés comme pour les organismes publics de réglementation, d'identifier avec précision et exactitude les entités juridiques impliquées dans des transactions financières.

Pour que les organismes de réglementation procèdent à l'analyse du risque systémique, il est indispensable de créer et de tenir à jour un identifiant normalisé international pour les entités juridiques (LEI, Legal Entity Identifier), avec les principaux éléments qui le composent et une application qui permette son exploitation. En d'autres termes, il convient d'adopter une solution LEI fiable qui soit acceptée internationalement. Le comité technique ISO/TC 68, *Services financiers*, a créé un groupe dont la mission est d'élaborer une stratégie pour des normes d'identification, y compris les LEI.

Les LEI ne sont pas nouveaux dans le secteur des services financiers puisque les institutions financières les utilisent déjà pour identifier leurs clients et leurs partenaires commerciaux. Ce système leur permet de faire des transactions, de connaître leurs clients, et de procéder, en interne, à des analyses du risque et à des « stress tests ». Il existe des LEI propriétaires, mais aucun n'est normalisé et largement accepté par le marché. À défaut d'un système universel qui permettrait d'identifier

les entités juridiques actives sur les marchés financiers, les entreprises privées et les organismes de réglementation ont développé divers identifiants.

---

*La création d'un LEI devrait se conformer aux meilleures pratiques du secteur.*

---

Bon nombre de sociétés financières ont développé leurs propres solutions LEI, ce qui peut parfois compromettre l'efficacité. Suivre des contreparties et évaluer les expositions au risque à travers de multiples systèmes de données est une tâche compliquée et onéreuse, d'autant qu'elle peut aboutir à des erreurs coûteuses.

Procéder à l'alimentation de bases de données internes d'identifiants et au recouplement entre l'identification d'une entité et des contreparties coûte très cher. Il est difficile de concevoir une automatisation totale des

activités en « back-office », notamment en raison de l'absence d'identifiant universel des entités juridiques. Parfois, une rupture se produit dans la chaîne de traitement direct et les transactions échouent parce que des contreparties n'ont pas été correctement identifiées.

### L'intérêt pour les organismes de réglementation

Les LEI présentent également un intérêt particulier pour les organismes de réglementation. Aux États-Unis, la loi sur la réforme de Wall Street et la protection des consommateurs – Dodd-Frank Act (DFA) – a donné lieu à la création de l'Office of Financial Research (OFR), qui a pour mission de rassembler de nombreuses informations sur les cotations, la situation financière et les transactions et de les analyser en vue d'identifier les risques systémiques. D'autres organismes de réglementation des États-Unis vont être amenés à procéder à cette même analyse.

En Europe, on a créé parallèlement à cela l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et le Comité européen du risque systémique (CERS), dont la séance d'ouverture s'est tenue en janvier 2011. Leur mission est de recueillir les rapports d'opérations et d'analyser les risques systémiques mondiaux.

Il est nécessaire d'identifier précisément les sociétés financières pour pouvoir déterminer si elles présentent un risque systémique. Cela suppose une évaluation des liens entre les sociétés opérant sur l'ensemble des marchés avec toutes sortes d'instruments financiers. En outre, les organismes de réglementation des valeurs mobilières sont souvent amenés à identifier, manuellement et nominalement,



les sociétés apparentées et affiliées des courtiers. La multiplicité des identifiants pour les acteurs du marché des titres rend complexe la création d'un système de piste de vérification.

Ainsi, les organismes de réglementation ne peuvent analyser convenablement le risque systémique tant qu'un LEI commun contenant les informations nécessaires à l'identification de toutes les entités impliquées dans des transactions enregistrées n'a pas été établi et largement adopté. Jean-Claude Trichet, le Président de la Banque centrale européenne (BCE) récemment nommé Président du CERS, a déclaré il y a peu : « Pour compléter la CSDB (base de données centralisée des valeurs mobilières du système européen des banques centrales), le mieux serait un service de référencement public qui se fonderait sur un accord international et fournirait des informations normalisées sur les instruments et les entités. »

## Initiatives aux États Unis

Fin 2010, la CFTC (Commodities Futures Trading Commission), la SEC (Securities and Exchange Commission), l'OFR (Office of Financial Research) et le Linchpin Group (un consortium d'organismes de réglementation américains qui regroupe le Trésor américain, le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, la Federal Reserve Bank of New York, la Federal Deposit Insurance Corporation, l'Autorité de réglementation du secteur financier et la Securities and Exchange

Commission) ont tous fait mention du concept de LEI dans les propositions qu'ils ont publiées pour observations.

L'OFR, par exemple, a adressé, fin novembre 2010, une proposition de politique de LEI pour observations dans laquelle il fait part de sa préférence pour l'adoption d'une « norme universelle grâce à laquelle il serait possible d'identifier les parties aux contrats financiers, et qui serait établie et mise en œuvre par le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées par consensus. »

*Une analyse solide  
du risque systémique ne  
pourra pas se faire sans  
l'engagement du secteur.*

L'OFR considère également qu'il serait bénéfique que des organismes élaborateurs de normes internationales participent à l'élaboration de cette norme. Si un LEI satisfaisant aux attentes de l'OFR est établi d'ici le 15 juillet 2011, celui-ci prévoit de rendre obligatoire son utilisation pour les données qui lui sont communiquées.

L'OFR a par ailleurs établi la liste des principales caractéristiques qu'un bon LEI devrait réunir. Celui-ci devrait :

- Être fondé sur une norme élaborée et tenue à jour par un « organisme international de normalisation œuvrant pour le développe-

ment de normes consensuelles d'application volontaire ». À cet égard, l'OFR a cité l'ISO

- Être unique pour toute entité juridiquement distincte, au sens où chaque entité juridique se verrait attribuer un seul LEI, lequel ne pourrait être attribué une nouvelle fois
- Perdururer tout le long de la vie d'une entité, indépendamment des actions mises en œuvre par les entreprises ou tout autre changement d'ordre opérationnel ou structurel
- Contenir les informations minimales nécessaires à l'identification de l'entité
- Pouvoir faire face à la croissance du nombre d'entités juridiques à identifier dans tous les types de systèmes de communication, et s'adapter aux éventuelles innovations dans le secteur financier et dans le domaine réglementaire
- Être disponible pour tous les acteurs autorisés du marché, y compris (liste non limitative) tous les intermédiaires financiers, toutes les entreprises qui émettent des actions ou des obligations enregistrées dans une transaction, toutes celles qui négocient des actions ou des obligations, les fournisseurs d'infrastructures, toutes les entités soumises à la réglementation financière et les entreprises qui leur sont affiliées

- Ne pas être limité dans son utilisation par un contrat
- Être compatible, dans la mesure du possible, avec des systèmes existants, exploitable sur diverses plates-formes et ne pas interférer avec d'autres systèmes de numérotation ou d'identification
- Être facilement accessible en utilisant des normes sûres et ouvertes
- Être fiable et sûr contre la corruption ou l'usage abusif
- Pouvoir devenir la seule Norme internationale pour l'identification unique des entités juridiques dans le domaine financier.

L'OFI souligne que les LEI devraient être fournis par une entité ayant des compétences pour la mise en œuvre de normes relatives au secteur financier, qui devrait «être organisée et agir en qualité d'organisme à but non lucratif, et avoir une structure de gouvernance formellement établie, avec un équilibre dans la représentation des parties prenantes pertinentes».

Dans un document préparatoire récemment publié par le Département de la Recherche et des statistiques et le Département des Affaires monétaires du Federal Reserve Board, intitulé «Creating a Linchpin for Financial Data: Toward a Universal Legal Entity Identifier» (Créer un pivot pour l'information financière: vers un LEI universel), il est dit qu'un LEI pourrait s'avérer un «bien public» au sens où il permettrait de procéder à des analyses moins coûteuses et plus efficaces pour toutes les parties intéressées.

Le document cite un certain nombre de normes qu'utilise actuellement le secteur pour garantir la qualité et l'exactitude de



l'attribution d'une identification. Il soutient que, quelle que soit la méthode choisie, la création d'un LEI devrait se conformer aux meilleures pratiques reconnues dans le secteur pour cette attribution afin de garantir un haut degré de qualité et d'exactitude.

Plusieurs organismes ont fait part de leur intérêt quant à la possibilité de fournir un service de LEI mondial au secteur financier, notamment Depository Trust & Clearing Corporation (DTCC) et SWIFT, deux organismes qui ont coopéré pour étudier et mettre au point une solution optimale pour relever le défi du LEI.

Ces deux entreprises de services ont proposé de travailler conjointement à la création d'un service LEI dont la tâche serait d'attribuer, de tenir à jour et de distribuer de nouveaux codes LEI. Pour commencer, elles se concentreraient sur les exigences des États-Unis

puisque les organismes de réglementation du pays ont été les premiers à franchir le pas. Le partenariat pourrait par la suite impliquer d'autres acteurs à mesure que les exigences réglementaires concernant les LEI verront le jour dans le monde.

Toute l'expérience que SWIFT a acquise en qualité d'organisme d'enregistrement pour ISO 9362:2009, *Banque – Messages bancaires télétransmis – Code d'identification des entreprises*, lui permet d'avoir une perspective des plus informées quant à l'adoption d'une norme LEI universelle. SWIFT est également l'organisme d'enregistrement pour ISO 10383:2003, *Valeurs mobilières et autres instruments financiers concernés – Codes pour échanges et identification de marché (MIC)*, pour les parties 1 et 2 d'ISO 13616:2007, *Services financiers – Numéro de compte bancaire international (IBAN)*, les parties 1 et 2 d'ISO 15022:1999, *Valeurs mobilières – Schéma des messages (Dictionnaire des Champs de Données)*, et les six parties d'ISO 20022, *Services financiers – Schéma universel de messages pour l'industrie financière*. ■



## À propos de l'auteur



**Paul Janssens** travaille depuis 1998 pour SWIFT, la coopérative qui prône un format standard pour l'information financière. Il a été Trésorier pour le

groupe et Responsable du Programme Euro et dirige aujourd'hui l'Initiative relative au LEI.

# Pas de doute

## Des opérations de paiement sécurisées, rapides et efficaces

par Martine Brachet

Les établissements financiers font l'objet de pressions toujours plus fortes : ils doivent traiter rapidement et efficacement les paiements tout en maintenant des niveaux de sécurité élevés. Le traitement de bout en bout des paiements est aujourd'hui une exigence fondamentale dans le secteur financier, fortement appuyée par les autorités de réglementation.

Par exemple, la Directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les services de paiement prévoit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, un délai d'exécution pour les paiements en euros au sein de l'Europe, d'un jour maximum à compter de la réception de l'ordre de paiement.

Afin d'être en mesure de respecter ce délai, il est essentiel que les établissements financiers puissent effectuer les opérations de paiement directement sur les comptes bancaires de leurs clients au moyen d'identifiants bancaires et de comptes entièrement normalisés.

En parallèle, les établissements financiers doivent pouvoir évaluer efficacement leur risque de contrepartie et mettre en place des contrôles appropriés pour aider les autorités à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Dans cette optique, l'identification sans équivoque des établissements, financiers ou autres, et l'identification unique des comptes bancaires individuels est indispensable. Il est toutefois nécessaire que ces identifiants soient reconnus par le marché et acceptés dans le monde entier pour soutenir le secteur financier dans son ensemble.

### Identification sans équivoque

Le monde financier ne peut plus se passer du Code d'identification des entreprises (BIC) établi par la Norme internationale ISO 9362

il y a vingt ans pour l'identification automatique et sans équivoque des établissements – financiers ou non – ni du Numéro de compte bancaire international (IBAN : ISO 13616) pour l'identification des comptes bancaires individuels.

*Les établissements financiers doivent pouvoir évaluer efficacement leur risque de contrepartie.*

Le code BIC permet d'identifier – sans ambiguïté – une banque, y compris sa situation juridique et physique. La banque du donneur d'ordre peut ainsi identifier automatiquement les contreparties, mettre en place des contrôles pour tenir compte du risque de contrepartie et de la réglementation obligatoire contre le blanchiment d'argent, et acheminer les transactions vers la contrepartie bancaire concernée. Le BIC est universellement utilisé dans toutes les opérations interbancaires à titre d'identifiant unique des établissements financiers, quel que soit le domaine considéré : paiements, opérations de trésorerie, financement des opérations commerciales ou opérations sur titres.

En outre, le numéro IBAN permet d'identifier de manière unique chaque compte bancaire

individuel. Il donne ainsi l'assurance aux donneurs d'ordre et à leurs banques que la structure du compte est techniquement correcte dans le pays où il est utilisé. Mais, étant donné qu'il n'y a pas de base de données centralisée au niveau mondial pour les IBAN, le numéro IBAN ne garantit pas que le compte bancaire existe, ni qu'il est encore ouvert au moment précis où l'IBAN est utilisé.

Compte tenu de l'efficacité et de la sécurité offertes par ces codes dans le traitement des opérations, ils sont aujourd'hui largement utilisés tout au long de la chaîne de valeur pour le client dans le secteur financier. Ainsi, si les erreurs d'acheminement sont moins nombreuses, c'est en grande partie grâce aux codes BIC et aux numéros IBAN. Un chiffre de contrôle permet de vérifier instantanément les coordonnées bancaires avant l'exécution de l'opération, et l'établissement bancaire teneur du compte est le seul acteur à même de fournir, en toute sûreté, les coordonnées BIC et IBAN exactes à son client. Chaque client a ensuite la responsabilité de communiquer les identifiants BIC et IBAN aux contreparties.

### Indépendance garantie

En Europe, le BIC et l'IBAN sont obligatoires (Règlement [CE] no 924/2009 du Parlement européen et du Conseil) dans le cadre des opérations effectuées dans l'Espace unique de paiements en euros (SEPA). Ces deux codes servent aux transactions pour plus de 300 millions de ressortissants de l'Union européenne et leurs contreparties. Le BIC et l'IBAN sont les seuls identifiants de comptes de bénéficiaires et codes d'acheminement bancaires acceptés par les banques dans l'UE/EEE pour tous les virements transfrontaliers entre les États membres de l'Union européenne. Concrètement, une banque qui reçoit un ordre de paiement SEPA d'un client non accompagné du code BIC et du numéro IBAN est en droit de refuser l'instruction de paiement incomplète ou d'exiger des renseignements complémentaires.

L'indépendance de l'ISO est un élément clé qui permet au code BIC et au numéro IBAN de jouer un rôle crucial dans le secteur des services financiers. ■

### À propos de l'auteur



**Martine Brachet** est responsable des relations interbancaires du groupe Société Générale à Paris, en France.

# Identification des véhicules

## Le système de codification ISO ouvre la voie

par Dominique Bouveresse

De nombreux secteurs font appel aux systèmes uniformes de numérotation et l'industrie automobile mondiale en est une illustration supplémentaire avec le Numéro d'identification des véhicules (VIN). Le système de codification établi dans les normes ISO 3779:2009, *Véhicules routiers – Numéro d'identification des véhicules (VIN) – Contenu et structure* et 3780:2009, *Véhicules routiers – Code d'identification mondiale des constructeurs (WMI)*, est utilisé comme référentiel pour construire la structure des numéros d'identification des véhicules fabriqués.

Ce numéro VIN est constitué par une combinaison structurée de caractères (17 au total) attribués à chaque véhicule par le constructeur. Il a pour but de permettre l'identification univoque de tout véhicule pendant une période d'une durée de 30 ans sans qu'il soit nécessaire de recourir à d'autres indications. Il doit être composé de trois parties parfaitement définies dans la norme ISO 3779. Ces trois parties sont appelées WMI (World Manufacturer Identifier – code d'identification mondiale du constructeur), VDS (Vehicle Descriptor Section – descripteur) et VIS (Vehicle Indicator Section – indicateur).

La plupart des VIN sont indiqués sur le pare-brise avant des véhicules, du côté du passager. Ils sont visibles de l'extérieur et de l'intérieur du véhicule, sous le capot (sur le moteur, par exemple). Les VIN sont un

excellent moyen de lutte contre le « clonage » des véhicules, une escroquerie qui se répand à un rythme alarmant depuis quelques années. Un véhicule dit « cloné » est un véhicule dont l'identification a été modifiée, en général à la suite d'un vol.

### L'empreinte des constructeurs

Le WMI désigne un code d'identification assigné au constructeur du véhicule. La norme ISO 3779:2009 définit le constructeur comme une personne, une entreprise ou une société qui délivre le certificat de conformité de production et qui assume la responsabilité du produit pour un véhicule prêt à être mis en service, indépendamment du lieu de production. Le constructeur est responsable de l'unicité du VIN.

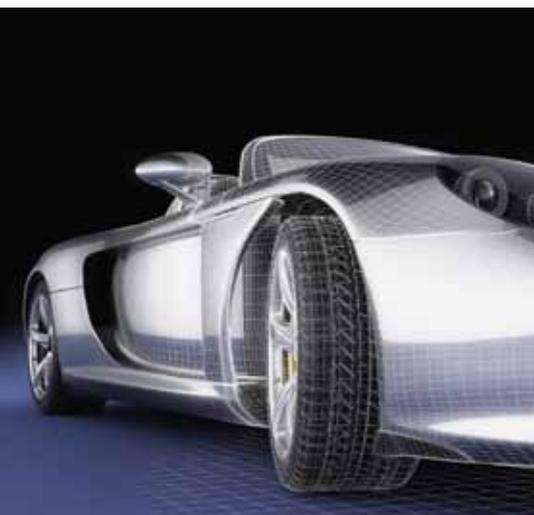
Le WMI est constitué de trois caractères (lettres ou chiffres), attribués par l'autorité compétente du pays dans lequel le constructeur a son siège social, en accord avec SAE International (Society of Automotive Engineers) située aux USA. Le premier caractère désigne une zone géographique, le second caractère désigne un pays à l'intérieur d'une zone géographique, et le troisième caractère désigne un constructeur spécifique.

### Description détaillée

La deuxième partie du VIN, appelée VDS (descripteur), est constituée de six caractères (lettres ou chiffres) dont la signification et la séquence sont définies par le constructeur, ayant pour but d'indiquer les caractéristiques générales des véhicules. Si le constructeur n'utilise pas un ou plusieurs de ces caractères, les espaces non utilisés doivent être remplis par des caractères alphabétiques ou numériques, le choix de ces derniers étant laissé au constructeur.

### Identification adéquate

La troisième partie du VIN, appelée VIS (indicateur), constituée de huit caractères dont les quatre derniers sont obligatoirement numériques, doit permettre, en combinaison avec les deux autres parties WMI et VDS, d'identifier sans équivoque un véhicule



déterminé. Toute position non utilisée doit être remplie par un zéro pour que soit obtenu le nombre total de caractères exigé. Les deux premiers caractères de cette section peuvent définir l'année modèle ou l'année calendaire de fabrication du véhicule, ainsi que le site de production.

*Le constructeur est responsable de l'unicité du VIN.*

Concernant l'année modèle, il est interdit de déclarer dans certains pays une année modèle (A.M + 1) avant une date précise définie par

les autorités locales du pays concerné. C'est le cas, par exemple, pour l'Argentine, pays dans lequel il est interdit de déclarer une A.M + 1 avant le mois d'avril de chaque année. C'est le cas également de la Turquie, qui impose le mois d'août de chaque année pour déclarer le changement d'A.M.

Dans les deux normes ISO 3779 et ISO 3780, les caractères autorisés sont clairement précisés. Seuls les chiffres arabes et les lettres romaines majuscules sont autorisés à l'exception des lettres I, O et Q. De même, dans la norme ISO 3779, il est précisé pour chaque année, le chiffre arabe ou la lettre romaine chronologique à utiliser (1 pour 2001, 9 pour 2009, A pour 2010, L pour 2020, Y pour 2030).

Concernant la présentation du VIN, ce dernier doit être présenté, dans les documents, sur une seule ligne. Sur le véhicule ou sur la plaque constructeur, ce dernier doit être présenté soit sur une ligne, soit sur deux lignes, mais sans espaces entre les caractères et sans qu'aucune section ne se trouve à cheval sur les deux lignes. De plus, dans les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc), la réglementation impose que le VIN à 17 caractères soit encadré par des symboles spécifiques à chaque constructeur.

### Rapport avec la loi

Dans le monde, ces deux normes sont régulièrement référencées et rappelées dans les textes de loi de chaque pays, à l'occasion de la réception par type d'un véhicule avant sa commercialisation. Néanmoins, le Venezuela

fait référence à la norme ISO 3779 mais impose dans les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> caractères du VIN un code vérificateur et un code de site de production.

Le code vérificateur pour le 9<sup>e</sup> caractère est obtenu par calcul à partir d'une formule stipulée dans la réglementation vénézuélienne et reprise d'une norme américaine sur le VIN. Pour ce calcul, chaque caractère du VIN prend une valeur de 0 à 9. Le 10<sup>e</sup> caractère définit le site de production et est au libre choix du constructeur. Il est néanmoins interdit d'avoir deux sites de production avec le même code (lettre ou chiffre). Ce type de structure VIN à 17 caractères est imposé également dans les pays du Golfe, en Chine et au Mexique.

*L'identification des véhicules doit être réalisée conformément à ISO 3779 et ISO 3780.*

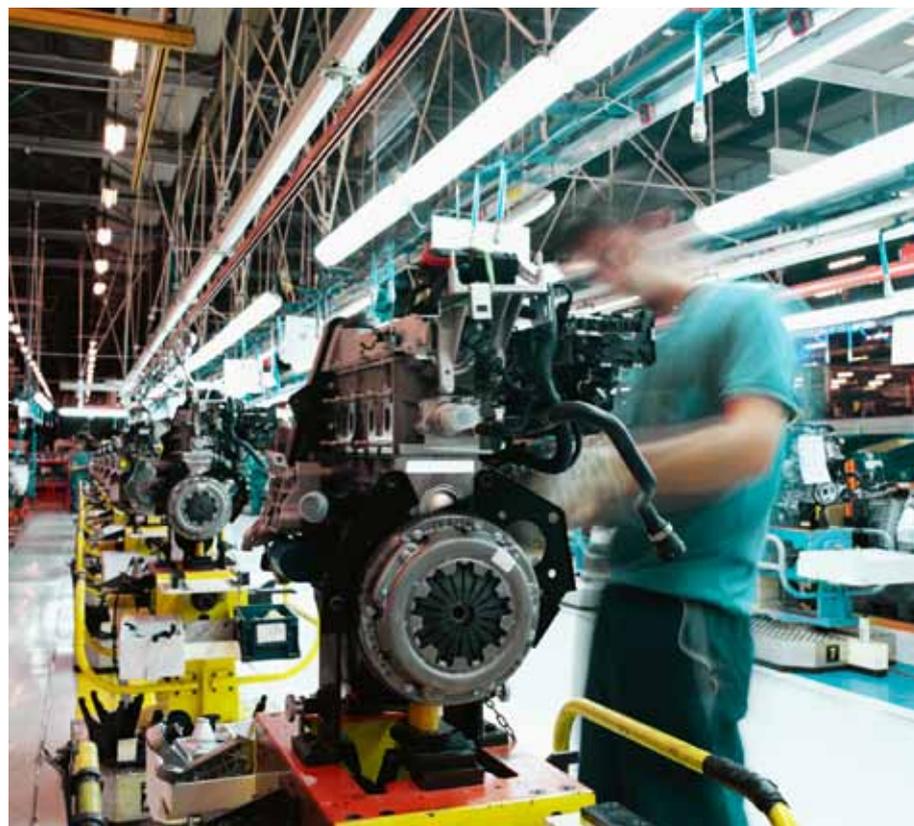
Le Brésil, les pays du Golfe Persique et la Russie ne font pas référence à la norme ISO 3779 pour l'identification des véhicules, mais à des réglementations nationales calquées sur cette dernière, aussi bien sur la forme que le contenu.

En résumé, ces deux Normes internationales concernent un système mondial de codification permettant, d'une part, d'identifier le constructeur d'un véhicule, et d'autre part, d'identifier le véhicule. Le VIN à 17 caractères est la « carte d'identité » du véhicule, qui suit celui-ci du début de sa fabrication jusqu'à sa destruction. Il est utilisé par les services techniques (pièces de rechange, services après-vente) mais également dans le domaine administratif (obtention du certificat d'immatriculation, contrôle technique, assurances) et dans le domaine juridique (vols, accidents, litiges). Ces deux normes claires et précises sont très utilisées chez PSA Peugeot Citroën en Europe et dans le monde. ■

### À propos de l'auteur



**Dominique Bouveresse** travaille chez PSA Peugeot Citroën depuis 35 ans. Il est coordinateur du département international en charge des questions de réglementation, d'homologation et des normes.





par Bertrand Geoffray

La possibilité d'identifier avec certitude un équipement donné assure son contrôle opérationnel, le suivi aisé de chaque chargement, permet d'identifier le propriétaire de l'équipement, d'assurer un bon suivi des stocks, de l'état des conteneurs et des opérations de réparation et de maintenance.

### Developper le transport intermodal

Le Bureau International des Containers et du Transport Intermodal (B.I.C.) a été fondé en 1933 pour promouvoir le développement du transport intermodal.

Il a pris la forme d'une association sans but lucratif, sous loi française, avec le support de la Chambre de Commerce Internationale.

Au début des années 1970, l'ISO a nommé le B.I.C. comme l'office d'enregistrement et de protection des codes d'identification des opérateurs de conteneur, conformément à la norme ISO 6346:1995, *Conteneurs pour le transport de marchandises – Codage, identification et marquage*.

Depuis cette date, le B.I.C. contribue activement au développement et à l'amélioration de normes internationales et régionales dans le domaine intermodal.

ISO 6346 définit, entre autres, la structure du marquage d'identification des conteneurs :

- Un préfixe de 3 lettres, qui identifie de façon unique le propriétaire ou l'opérateur principal du conteneur
- Une quatrième lettre, qui définit l'équipement (sont réservées à ce jour par la norme : les lettres U pour les conteneurs, Z pour les châssis, J pour les accessoires)
- Un numéro de 6 chiffres, pour identifier chaque conteneur
- Un chiffre d'auto contrôle, qui permet de valider la saisie correcte d'un numéro dans les systèmes d'information. Ce chiffre est le résultat d'un calcul un peu compliqué, cependant, on peut trouver des modules qui le calculent automatiquement sur différents sites Internet, en particulier sur le site du B.I.C., [www.bic-code.org](http://www.bic-code.org).

La structure type d'un numéro de conteneur est donc (pour un conteneur dont l'opérateur serait le B.I.C.) :

Sécurité et sûreté dans  
les transports de conteneurs  
**Garder la trace**

Préfixe de l'opérateur	Identifiant de l'équipement	Numéro de l'équipement	Chiffre d'autocontrôle
BIC	U	123456	5

Cela fait : **BICU 123456** 5.

Il est devenu d'usage courant d'appeler ce préfixe de trois lettres le « Code BIC ».

Le code BIC est communément décliné en y associant la lettre U, mais bien entendu tout détenteur d'un code BIC peut librement utiliser son préfixe associé aux autres lettres identifiant de l'équipement – actuellement limité au Z et au J ; cette liste peut évoluer en fonction des besoins exprimés par les différents acteurs du transport.

L'enregistrement au B.I.C. garantit l'unicité du préfixe pour chaque opérateur. Sur son site Internet, le B.I.C met à disposition de tous les intervenants une version mise à jour en permanence du registre officiel des préfixes.

Le numéro à 6 chiffres affecté à chaque conteneur relève de la décision de chaque opérateur qui n'a pas à en référer au B.I.C., il doit simplement s'assurer de ne pas affecter deux fois le même numéro à deux conteneurs différents.

Le nombre de conteneurs qu'il est possible d'opérer sous un préfixe donné est simplement limité par le nombre de numéros disponibles (en théorie de 000 000 à 999 999).

La numérotation ISO a été adoptée à l'exclusion de toute autre pour l'ensemble des conteneurs dans le monde.

Il faut noter que la mise en application d'une norme relève de la libre décision de chaque opérateur, cependant le succès du conteneur maritime durant les 40 dernières années repose en partie sur la bonne mise en œuvre du marquage normalisé et sur son efficacité pour gérer un nombre sans cesse croissant de conteneurs, qui a atteint environ vingt millions d'unités en service en 2010.

Une des missions du B.I.C. est de promouvoir la mise en application du standard et de

développer la connaissance du standard dans le monde auprès de tous les professionnels impliqués.

Ceci est assuré à travers la participation à de nombreuses conférences internationales, aux grands salons intermodaux sur tous les continents, et à de très nombreux groupes de travail dans toutes les grandes organisations internationales impliquées dans ce domaine.

### Sain et sauf

La qualité du suivi des conteneurs est un garant de la fluidité des opérations de transport, de la qualité échanges d'information qu'elles réclament, mais aussi de la sécurité nécessaire à leur bon déroulement.

*La qualité du suivi des conteneurs est un garant de la fluidité des opérations de transport.*

La sécurité des opérations est associée à la mise en œuvre de la Convention Internationale pour la Sécurité des Conteneurs (CSC 1972) qui définit les conditions d'une inspection régulière de chaque conteneur pour s'assurer que son bon état d'entretien permet de l'utiliser dans les opérations de transport intermodal sans qu'il présente un danger pour les personnels qui le manipulent et les résidents des pays qu'il traverse.

La Convention définit les critères de résistance des conteneurs et les procédures d'inspection :

- Un programme d'inspection périodique : un conteneur doit subir sa première inspection avant 5 ans après sa mise en

service neuf, puis au maximum tous les 30 mois

- Un programme d'inspection continue (ACEP) : ce programme exige que l'opérateur de la flotte de conteneur concernée ait reçu un agrément d'une autorité approuvée sur la capacité de son organisation à mettre en œuvre ce programme. Les conteneurs opérés sous son contrôle (propriété ou location) sont alors supposés passer régulièrement entre les mains d'experts au cours de leurs opérations, et au maximum tous les 30 mois, ainsi une inspection formelle périodique n'est pas requise.

La validité de l'agrément CSC est attestée par une plaque, dite plaque CSC, fixée sur la porte droite de tout conteneur, et qui fait référence au numéro normalisé d'identification de ce dernier.

Au-delà de la nécessité du suivi et du contrôle des échanges commerciaux internationaux, mis en place par les autorités nationales de tous les pays, le développement récent des exigences en matière de sûreté a renforcé le besoin d'identification et de suivi des conteneurs et de leurs propriétaires par les autorités nationales, et amené à un renforcement des instruments qui encadrent le déplacement des conteneurs.

### Conteneur maritime

Le conteneur maritime est un équipement utilisé pour le commerce international, et, à ce titre, exonéré du paiement des diverses taxes en vigueur dans chaque pays.

A contrario des équipements dits domestiques, qui sont utilisés, soit à l'intérieur d'un seul pays, soit au départ d'un pays pour transiter à travers plusieurs pays avant de revenir à leur base de départ pour une nouvelle utilisation, et dont le transit est assuré dans le cadre de la convention TIR ou de conventions simi-





lares, le conteneur maritime n'a pas de base de départ, donc pas de point de retour, et sera utilisé sa vie durant d'un point du monde vers un autre point, plein pour assurer un transport, ou vide en repositionnement, en fonction des besoins du transport international et sans lien avec le pays de domiciliation principal de son opérateur.

## À propos de BIC

Avec 1 700 membres, le Bureau international des containers et du transport intermodal (BIC) est la seule organisation non gouvernementale à réunir toutes les parties prenantes intéressées dans le secteur des conteneurs et du transport intermodal : transporteurs, fabricants, opérateurs, bailleurs, affréteurs, transitaires, etc.

Chargé par l'ISO et l'Organisation mondiale des douanes d'attribuer et de protéger le code alpha de l'ISO pour l'identification des conteneurs dans les échanges commerciaux internationaux, le BIC a par ailleurs la mission de :

- Contribuer à l'expansion de la conteneurisation et du transport intermodal
- Faciliter les discussions professionnelles sur tous sujets liés aux conteneurs et au transport intermodal
- Réunir et mettre à jour la documentation spécialisée au profit de ses membres.

Pour plus d'informations :  
[www.bic-code.org](http://www.bic-code.org)

Il est donc essentiel pour les autorités de tous pays de pouvoir identifier aisément et avec certitude l'opérateur d'un conteneur.

Deux conventions douanières encadrent l'utilisation et le déplacement des conteneurs en tant qu'équipement de transport, pleins ou vides, au niveau international.

Elles définissent les conditions à remplir pour accéder à la libre circulation et l'admission temporaire des conteneurs dans les pays de passage, et précisent les critères auxquels il doit répondre pour permettre le transport sous scellement douanier.

La première Convention Douanière spécifique qui ait été mise en place est la Convention Douanière pour les Conteneurs de 1972 (C.C.C. 1972).

Cette Convention a suppléé à la Convention Douanière de 1956, cette dernière avait été établie avant l'avènement du conteneur, et ne prévoyait donc aucune disposition spécifique en matière de libre circulation de ces derniers.

La C.C.C. a été ratifiée à ce jour par 38 pays, mais a rapidement été utilisée comme instrument de référence pour le transport international conteneurisé, même dans les pays qui ne l'avaient pas ratifiée.

Une nouvelle convention a été établie au début des années 90 et ratifiée en 1993, la Convention d'Istanbul, qui est rédigée pour succéder à la C.C.C. de 1972.

Elle a été ratifiée à ce jour par 57 États, et remplace la C.C.C. au fur et à mesure des ratifications.

Ces deux Conventions partagent une annexe commune qui définit les nécessités de marquage des conteneurs pour qu'ils bénéficient des prérogatives de la Convention.

Cette annexe a été modifiée, respectivement en 2008 pour la C.C.C., et 2010 pour la Convention d'Istanbul, afin d'y introduire la référence réglementaire à la norme ISO 6346 pour ce qui est du marquage d'identification des conteneurs.

Il en résulte qu'au-delà de la norme, qui définit une structure normative recommandée pour la numérotation des conteneurs, les Conventions douanières internationales im-

posent désormais l'utilisation de ce marquage pour accorder l'accès à la libre circulation et au transport sous scellement douanier.

*Il est donc essentiel de pouvoir identifier aisément et avec certitude l'opérateur d'un conteneur.*

Tout conteneur qui ne souscrit pas à ces exigences est susceptible d'être stoppé par les autorités nationales et immobilisé jusqu'à ce que sa situation ait été régularisée, c'est à dire qu'il ait été marqué conformément à la norme ISO 6346 avec un préfixe enregistré auprès du B.I.C. et publié dans le registre officiel. ■

## À propos de l'auteur



**Bertrand Geoffroy** est Secrétaire Général du BIC depuis 2007. Il est officier de la Marine Marchande française de formation, il rejoint les Services

Logistiques de la CGM (Compagnie générale maritime) au début des années 1980. En 1997 il en devient le Directeur Logistique. Il rejoint, alors, la filiale française de Hapag Lloyd où il restera jusqu'en 2007. Pendant cette période, il sera successivement Directeur des Opérations, Directeur Commercial et Directeur Customer Service.



## Services postaux

Codes de pays



## Services financiers

Codes pour la représentation des monnaies  
Code d'identification des entreprises (BIC)  
Numéro de compte bancaire international (IBAN)  
Numéro personnel d'identification (PIN)  
Carte à circuit intégré (CCI)  
Schéma universel de messages pour l'industrie financière (UNIFI)

# Banque

## KIOSQUE

## Presse

RETRAIT

En vente ici



LA POSTE



## Publications

Numéro international normalisé du livre (ISBN)  
Numéro international normalisé des publications en série (ISSN)  
Codes pour la représentation des noms de langue  
Code international pour l'abréviation des titres de périodiques



## Documents de voyage

Documents de voyage lisibles par machine (DVLM)



## Internet

Domaines de premier niveau de code de pays (ccTLD)  
Codes pour la représentation des monnaies  
Codes pour la représentation des noms de langues



# Un monde codé

Des centaines de codes établis grâce aux normes ISO contribuent couramment à gagner du temps, de la place et de l'énergie.  
En voici quelques exemples :



## Audiovisuel

Numéro international normalisé d'œuvre audiovisuelle (ISAN)  
Numéro international normalisé de la musique (ISMN)  
Code international normalisé des enregistrements (ISRC)  
Code international normalisé des œuvres musicales (ISWC)  
Sensibilité ISO des films



## Conteneurs pour le transport de marchandises

Bureau international des containers et du transport intermodal (code BIC)  
Étiquette RFID de plaque de licence



## Véhicules

Numéro d'identification des véhicules (VIN)  
Code d'identification mondiale des constructeurs (WMI)  
Descripteur (VDS)  
Indicateur (VIS)



# Un succès mondial

## Les codes de pays ISO

par François Demay

La norme ISO 3166, *Codes pour la représentation des noms de pays et de leurs subdivisions*, est de toutes les normes ISO, la plus connue et la plus utilisée. Elle permet d'établir les codes pour la représentation des noms de pays, des territoires ou d'une localisation d'intérêt géographique, et de leurs subdivisions. ISO 3166 est devenue au fil des années la solution normative la plus populaire et la plus largement utilisée pour coder les noms de pays.

### Indispensable aux échanges mondiaux

ISO 3166 est utilisée dans une grande variété de domaines d'activité — aussi bien par des institutions que par des personnes privées. Composée de trois parties interdépendantes, elle forme la base d'un système cohérent permettant les échanges de toutes sortes (économiques, financiers, juridiques, culturels, scientifiques, etc.) au sein des pays comme entre les pays eux-mêmes, en combinaison avec les Normes internationales relatives aux :

- Langues, ISO 639, *Codes pour la représentation des noms de langue*
- Systèmes d'écriture, ISO 15924:2004, *Information et documentation – Codes pour la représentation des noms d'écritures*, et aux
- Monnaies ISO 4217:2008, *Codes pour la représentation des monnaies et types de fonds*.

Elle constitue ainsi un des piliers sur lesquels s'appuient la mondialisation et notamment la communication et les échanges sur la Toile.

### Une présence incontournable

Wikipédia, l'encyclopédie en ligne la plus connue et la plus fréquentée, donne une bonne estimation de la pénétration internationale d'ISO 3166. En effet, dans sa présentation générale, celle-ci figure dans les Wikipédia de 36 langues, alors que la partie relative aux pays (ISO 3166-1) est disponible en 92 langues, celle relative aux

divisions administratives (ISO 3166-2) en 47 langues et, enfin, celle donnant les codets des pays disparus (ISO 3166-3) en 15 langues. Par ailleurs, tous les articles sur les pays ou sur les divisions administratives (du moins dans la version anglaise) fournissent les codes ISO 3166-1 ou ISO 3166-2 parmi les informations de base.

Une recherche sur la Toile permet aussi de donner une idée du nombre de pages mentionnant ou présentant l'ISO 3166 et ses trois parties. Par exemple, le moteur de recherche Google (consulté le 14 mars 2011) permet ainsi d'obtenir 819 000 résultats pour ISO 3166, 886 000 pour ISO 3166-1, 3 720 000



pour ISO 3166-2 et 35 000 pour ISO 3166-3. À titre de comparaison, on trouve 852 000 pages pour ISO 639, 67 000 pour ISO 15924 et 237 000 pour ISO 4217.

### Ampleur des applications d'ISO 3166

L'acceptation d'une Norme internationale dans sa communauté d'utilisateurs potentiels peut être estimée par le nombre ou l'ampleur des applications de cette norme. Parmi les applications les plus connues d'ISO 3166, on peut citer :

- L'IANA (Internet Assigned Numbers Authority) qui utilise le code alpha-2 (code alphabétique à deux caractères) pour identifier les ccTLD (country code top-level domains – domaines de premier niveau attribués à chaque pays) de l'Internet qui désignent l'ensemble des noms de domaines attribués aux différents pays comme, par exemple, «.fr» pour la France, «.eg» pour l'Égypte ou «.jp» pour le Japon
- Les codets d'ISO 4217, fondés sur le code alpha-2 d'ISO 3166-1; par exemple, USD pour dollar des États-Unis, où US provient d'ISO 3166-1
- Les numéros de passeports, qui recourent aux codes alpha-3 d'ISO 3166-1 plus un certain nombre de codes alpha-3 réservés pour identifier le pays d'émission ou l'autorité d'émission d'un passeport lisible par machine (voir encadré page 25).

Des recherches sur Internet constituent une bonne stratégie pour rassembler de nombreux autres exemples. Les exemples suivants montrent le vaste éventail de domaines et sujets concernés : de l'économie aux arts et à la culture, en passant par les transports et la sécurité, la santé ou encore les organisations internationales et nationales. Ils permettent d'avoir une vue plus large du spectre des utilisations d'ISO 3166. Ils représentent cependant un petit échantillon des résultats obtenus et ont tous un lien plus ou moins fort avec la fonctionnalité de géolocalisation.

### De la finance à la géographie

Le monde de l'économie, du commerce et des finances fait largement appel à ISO 3166.

On a vu que le système de codes ISO 3166-1 intervient dans les codes utilisés pour les monnaies; il en est de même pour le Numéro de compte bancaire international (IBAN) et pour le Code



## Documents de voyage

par Gérard Lang

Les documents de voyage sont l'une des nombreuses applications de la norme relative aux codes de pays, ISO 3166, *Codes pour la représentation des noms de pays et de leurs subdivisions*.

Compte tenu de l'augmentation et de la multiplication des déplacements dans le monde, la communauté internationale exige la normalisation des documents de voyage et des renseignements qu'ils contiennent, afin d'accélérer et de renforcer la sécurité des vérifications d'identité. Parmi ces informations, figurent notamment les données relatives à l'origine et à la nationalité d'une personne.

Le code alphabétique à trois caractères utilisé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) adopté par la norme ISO/CEI 7501-1:2008, *Cartes d'identification – Documents de voyage lisibles par machine – Partie 1: Passeport lisible par machine*, et auquel font appel toutes les autorités internationales délivrant des documents de voyage lisibles à la machine (DVLM), est intimement lié au code alpha-3 de la Partie 1, *Codes de pays*, de la norme ISO 3166-1.

Ce code de l'OACI n'est pas, à proprement parler, un code de pays (ni complètement un code alpha-3), mais peut être décrit comme un quasi code alpha-3 désignant la nationalité, le lieu de naissance ou l'État émetteur/l'autorité émettrice. Le code de l'OACI comprend quatre parties distinctes :

### Nationalité, lieu de naissance, autorité émettrice

La première partie, Partie A – *Codes pour la désignation de la nationalité, du lieu de naissance ou de l'État émetteur/autorité émettrice*, reproduit la liste complète des entités et codets alpha-3 correspondants spécifiés dans la norme ISO 3166-1, et comporte quelques exceptions. Par exemple, pour l'Allemagne le code de l'OACI n'est pas le codet alpha-3 « DEU » d'ISO 3166-1, mais le codet alpha-1 « D ».

Pour le Royaume-Uni, la norme ISO 3166-1 spécifie le codet alpha-3 « GBR », alors que le système de codes de l'OACI prévoit six codets supplémentaires représentant les classifications suivantes :

- GBR (Citoyen britannique)
- GBD (Citoyen de dépendances britanniques)
- GBN (Ressortissant de territoires britanniques d'outre-mer)
- GBO (Citoyen de territoires britanniques d'outre-mer)
- GBP (Personne sous protection britannique)
- GBS (Sujet britannique).

Les cinq derniers codes de cette liste ont le statut de « codets réservés exceptionnellement » dans la norme ISO 3166-1.

### Documents de voyage des Nations Unies

La deuxième partie, Partie B – *Codes pour les documents de voyage des Nations Unies*, comporte trois entrées qui n'ont pas d'équivalent dans la norme ISO 3166-1, mais qui ont également le statut de codets réservés exceptionnellement dans ISO 3166-1 :

- UNO : Désigne l'Organisation des Nations Unies ou un de ses fonctionnaires
- UNA : Désigne une institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies ou un de ses fonctionnaires
- UNK : Désigne un résident du Kosovo à qui un document de voyage a été délivré par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

### Autorités émettrices

La troisième partie des codes de l'OACI, Partie C – *Codes à l'usage d'autres autorités émettrices*, comporte les entrées suivantes qui n'ont pas d'équivalent dans la norme ISO 3166-1 :

- XCC : Désigne la Communauté des Caraïbes (CARICOM)
- XOM : Désigne l'Ordre militaire souverain de Malte ou un de ses représentants
- XPO : Désigne l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

Ces codets figurent également dans la liste des codets réservés d'ISO 3166-1.

### Personne sans nationalité définie

La quatrième partie, Partie D – *Codes pour personnes sans nationalité définie*, contient également des codes qui n'ont pas d'équivalent dans ISO 3166-1, mais qui figurent dans la liste des codets réservés :

- XXA : Apatride
- XXB : Réfugié, selon la définition de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés
- XXC : Réfugié, autre que selon la définition donnée sous le code XXB ci-dessus
- XXX : Personne de nationalité non spécifiée, quel que puisse être le statut de cette personne. Cette catégorie peut comprendre une personne qui n'est ni apatride ni réfugiée mais qui est de nationalité inconnue et qui réside légalement dans l'État d'émission.

Gérard Lang est Président de l'Autorité de mise à jour d'ISO 3166, et Animateur de l'ISO/TC 46/GT 2, *Codage des noms de pays et autres entités*.

\* Cet article a été initialement publié dans le Rapport sur les DVLM de l'OACI, Volume 6, Numéro 1, 2011. Il est reproduit ici avec l'autorisation de l'OACI.

universel d'identification des banques (BIC souvent appelé code SWIFT, voir page 16).

De façon plus générale, on le retrouve dans les systèmes de paiement en ligne : PayPal, Alertpay.

Le GTAP 7 (Global Trade Analysis Project – Projet d'analyse du commerce mondial), réseau de chercheurs dont la mission est d'améliorer la qualité de l'analyse quantitative des questions économiques mondiales, emploie non seulement les codes ISO 3166 alpha-3 (codes alphabétiques à trois caractères) pour désigner les pays et régions du globe, mais fait aussi usage d'un code libre X pour désigner certaines parties spécifiques du monde.

Les transports, qui permettent la circulation et l'échange des marchandises, reposent de façon analogue sur l'utilisation des codes ISO 3166. C'est le cas des transports maritimes (système d'information maritime NAVTEX, stations de surveillance), des transports routiers en Europe (législation de l'Union européenne), des transports des marchandises dangereuses, des mouvements transfrontières des déchets dangereux, etc., et même de l'étiquetage des produits chimiques.

La géographie, la cartographie et la géolocalisation sont en première ligne dans l'utilisation d'ISO 3166, soit pour visualiser les codets de certains pays, soit pour réaliser des cartes au moyen d'outils fournis par Google, ou encore pour marquer des zones sur un atlas.

Un autre usage répandu de la norme concerne le géofiltrage auquel ont recours les pays, par exemple pour les vidéos et les lecteurs qu'ils utilisent, pour restreindre l'accès au contenu et la lecture du contenu à certains emplacements géographiques, le monde étant divisé en différentes zones.

La géolocalisation intervient aussi pour déterminer et noter ou enregistrer les lieux relatifs à des clients, des adresses, des offres d'emplois, etc.

## Au service des arts, de la culture et des média

Pour les besoins d'identification et de repérage, le domaine des arts et de l'archéologie utilise les conventions et les codes d'ISO 3166.

On peut mentionner l'exemple des sites archéologiques d'Afghanistan qui, après la création d'un répertoire toponymique de base, sont numérotés en fonction de la province contemporaine où ils sont situés, conformément à ISO 3166-2.

En France, un projet de maquette en 3D faisant appel aux technologies de réalité augmentée, destiné à reconstituer une partie des anciens bâtiments de l'Abbaye de Cluny, repose sur un découpage en un certain nombre de pièces désignées par un code-barres intégrant le codet FR-071 (Saône-et-Loire, France) provenant d'ISO 3166-2.



De nombreuses bibliothèques ont également basé leur système de codage sur ISO 3166 et, dans le but de faciliter les mesures bibliométriques, il a été proposé de normaliser les données descriptives des ouvrages, le pays d'affiliation de l'auteur principal étant codé selon ISO 3166.

*ISO 3166 est utilisée dans une grande variété de domaines d'activité.*

On peut citer la Bibliothèque nationale allemande (*Deutsche Nationalbibliothek, DNB*), qui utilise ISO 3166 dans ses descripteurs normalisés (*Schlagwortnormdatei, SWD*). De même, le site des bibliothèques arabes (*arablibrariannet*), tout comme le site français ABES (Bibliothèques de l'enseignement supérieur) pour les métadonnées relatives aux thèses électroniques (TEF), ont adopté ISO 3166 pour coder le pays de rattachement des documents.

Au Royaume-Uni, les bibliothèques (et organisations similaires) sont dotées d'un identifiant ISIL (Identificateur international normalisé pour les bibliothèques et organisations liées) basé sur un code, le «MARC organisation code», rendu unique par mise en préfixe du code pays (ISO 3166-1).

Dans le secteur de la culture et des média, les organismes aussi bien que les particuliers recommandent fréquemment de recourir aux codes d'ISO 3166-2 pour l'identification du pays dans les métadonnées intégrées. À titre d'exemple, ce type de recommandation se retrouve ainsi sur le site d'une agence américaine responsable de l'archivage des documents audio-visuels, ou à l'initiative d'une personne privée dans le cadre de la gestion des documents photographiques numériques.

Une étude du marché de la VoD (vidéo à la demande), réalisée dans 24 pays européens, présente ceux-ci dans l'ordre des codets alpha-2 d'ISO 3166-1 afin de préserver une certaine neutralité dans l'ordre de classement (la Suisse sous CH, le Royaume-Uni sous GB).

Les agences de presse codent souvent les textes ou les images au moyen des codets ISO 3166. Il est également possible de publier des offres d'emploi sur Internet à partir de programmes intégrant ISO 3166-1 et ISO 3166-2.

## Un système idéal pour les TI

Un grand nombre de sociétés ou de particuliers qui développent des logiciels (systèmes de gestion de bases de données, par exemple) ont intégré, parmi tous les outils à la disposition des développeurs, les codets ISO 3166 utilisés pour le repérage des pays.

*Les organisations nationales ou gouvernementales utilisent intensivement ISO 3166.*

Par exemple, un site comme «boiteaoutils.info» dont le but déclaré est «d'aider les professionnels et étudiants en informatique à collaborer et à partager de nombreuses ressources en toute simplicité» donne, dans la colonne «tags», les codets alpha-2 des pays, des langues ainsi que les codets des écritures.

Un autre site donne – parmi les éléments nécessaires à la localisation d'un logiciel – sous le nom de «classe Locale», les éléments qui permettent d'identifier ou de modifier le pays et la langue utilisés par l'ordinateur sur lequel s'exécute l'application.

Un certain nombre de sites possèdent une aide à la recherche par lieu sous forme de menu utilisant les codes ISO 3166 ou les noms de

pays (par exemple le site de la Commission européenne).

Pour élargir l'usage de la norme et étant donné que les noms des entités sont déclinés «seulement» en français et en anglais, des programmes de traduction (par exemple en chinois) ont été développés pour les noms des entités en question, contribuant ainsi à l'«internationalisation» des noms des entités d'ISO 3166.

D'un point de vue plus global, il est important de mentionner qu'ISO 3166 (de même que les autres codes mentionnés en début d'article) fait partie des informations de base données par le W3C (World Wide Web Consortium) chargé de promouvoir la compatibilité des technologies de la Toile, ainsi que par le Dublin Core (schéma de métadonnées générique qui permet de décrire des ressources numériques ou physiques et d'établir des relations avec d'autres ressources). Ces informations de base sont destinées à être utilisées dans tous les projets où pays, langues et écritures jouent un rôle fondamental.

## Des Nations Unies à la philatélie

Parmi les nombreuses organisations internationales préconisant ou utilisant l'ISO 3166, on trouve les Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union postale universelle (UPU), la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU).

Les organisations nationales ou gouvernementales, par exemple, l'Administration américaine des denrées alimentaires (US Food and Drug Administration) ou le Département américain de la défense (US Department of Defense), utilisent intensivement ISO 3166, parfois pour remplacer leur système de codes

national (notamment aux États-Unis ou comme dans le cas du gouvernement philippin).

Dans le domaine de la sécurité, on peut citer Interpol (Organisation internationale de police criminelle) qui, pour transmettre les images d'empreintes digitales aux agences intéressées, emploie un Identificateur du service destinataire (DAI) qui comprend le code pays Interpol, défini d'après ISO 3166.

Nombreuses sont les sciences et disciplines dont les objets, produits et symboles liés aux pays tels les timbres (philatélie) ou les drapeaux (vexillologie) se voient dotés des codets ISO 3166.

ISO 3166 sert aussi à repérer les lieux d'origine en généalogie ou en recherche de patronyme par régions. Le cas de l'Angleterre présente un aspect anecdotique intéressant. En effet, les codes des divisions administratives d'ISO 3166-2 pour cette partie du Royaume-Uni, repris de la norme BS 6879 (British Standard), ont été initialement fondés sur les County (ou Chapman) Codes qui avaient été mis au point par le Dr Colin Chapman précisément pour les besoins des recherches généalogiques.

Enfin, le domaine de la santé (épidémies, contrôle des maladies, matériel biomédical) utilise à son tour les codets ISO 3166.

Le monde des êtres vivants n'échappe pas, non plus, dans son repérage aux codets d'ISO 3166 :

- Animaux : chevaux (Universal equine life number – Numéro universel d'identification des équidés), organismes marins
- Végétaux : herbiers, flore, espèces de taro.

Malgré la multitude d'exemples réunis ici, le panorama présenté n'offre qu'un aspect assez limité de la diversité des utilisations de la norme ISO 3166 ; il suffit cependant à donner un aperçu de l'ampleur de son adoption et de ses applications. ■

## À propos de l'auteur

François Demay est, depuis 2000, consultant en lexicographie, terminologie et traitement des langues et de l'information. Il a été Secrétaire général de la publication Encyclopaedia Universalis de 1965 à 1977. En 1977, il occupe le poste de Rédacteur Sciences et techniques, puis celui de Rédacteur en chef des dictionnaires et ouvrages de référence Larousse. Il devient en 1996, Conseiller spécial du P.D.G. de Larousse en mission d'observation à New York. De 1997 à 2000, il est Rédacteur en chef de la version française de l'encyclopédie Encarta (Microsoft).



## Des femmes remarquables face aux défis de la normalisation

A l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée tous les ans le 8 mars, l'ISO a tenu à mettre à l'honneur les qualités exceptionnelles de travail et de leadership dont font preuve les femmes engagées dans la normalisation. Voici l'exemple de cinq femmes remarquables ayant des rôles et des parcours très différents, dans un secteur traditionnellement dominé par les hommes.

*Nos plus sincères remerciements à toutes les femmes de l'ISO !*

### Briser les tabous

**Sophie Clivio (France)**

*Chef de groupe technique ISO.*

*Quels défis les femmes rencontrent-elles dans la normalisation ?*

De par son origine, la normalisation est plus traditionnellement un monde masculin. Les normes de « produits » étaient et sont toujours avant tout développées par des experts ou des ingénieurs spécialistes du domaine, et c'est un milieu majoritairement masculin.



*Sophie Clivio.*

J'aimerais d'ailleurs rendre hommage à la personne (un homme !) qui a eu le courage de me recruter à l'époque (cela fait bien longtemps, mais elle se reconnaîtra) en brisant les tabous et en faisant entrer une femme dans ce monde de mâles. Ma première expérience en tant que Responsable de programmes techniques (TPM) portait sur des domaines comme la photographie, les systèmes d'automatisation et intégration, etc., et je remplaçais un TPM homme. En toute honnêteté, il est effectivement assez difficile au départ pour une femme d'établir sa crédibilité dans les cercles de la normalisation et il m'a fallu recourir à quelques artefacts.

Je me suis lancée dans le défi du mieux que j'ai pu. Mais il faut avoir un bagage et des bases solides. Pour un TPM, il est important de connaître les procédures à fond et de bien les comprendre (notre rôle étant avant tout celui d'expert en procédures et processus). En m'attachant à aider les comités de mon groupe technique et à faciliter leur travail, je

suis devenue crédible et je les ai acquis à ma cause. C'est une situation gagnant-gagnant.

*Comment la participation à la normalisation a-t-elle renforcé vos moyens d'action en tant que femme ?*

Je ne suis pas sûre que ce soit le cas ! Par contre, le fait d'avoir participé dans des domaines de normalisation aussi variés que les miens m'a donné une réelle ouverture d'esprit et une envie croissante de m'embarquer dans de nouvelles aventures.

On me dit souvent que je parle trop de mon expérience d'ISO 26000 sur la responsabilité sociétale et je ne le nie pas ! Mais le développement de cette norme m'a marquée, c'est indéniable. J'y ai beaucoup appris, professionnellement parlant, bien entendu, mais aussi et surtout sur un plan plus personnel : une expérience de vie extraordinaire.

L'équilibre hommes / femmes (ou du moins un pourcentage de 40 à 60 %) a été respecté à tous les niveaux (représentation des parties prenantes, représentation régionale), une première à l'ISO, d'autant plus remarquable que le nombre des participants était très élevé, avec quelque 660 experts et observateurs.

Il faut savoir que pour résoudre les problèmes difficiles et les contentieux intervenus au fil de l'élaboration de la norme, il a été fait appel à des « groupes de réflexion », dont certains, unanimement considérés, étaient « pilotés » de main de maître par des femmes.

Je n'irai pas jusqu'à dire que le succès de cette norme revient aux femmes (ce serait verser dans un féminisme forcené), pourtant, sans elles, ISO 26000 n'aurait peut-être pas vu le jour !

*Comment rallier plus de femmes à la normalisation ?*

Peut-être en faisant mieux connaître les travaux de l'ISO en général, et les activités d'élaboration des normes en particulier, qui sont peu connus de l'extérieur. Le grand public n'est pas nécessairement au courant de tout ce que nous faisons, ni même de ce que bon nombre de postes à responsabilité sont ouverts aux femmes, y compris au Secrétariat central à Genève.

Mon conseil aux femmes : Venez nous rejoindre ! Notre travail est enrichissant, différent des autres et, avant tout, passionnant.

### Une femme, six rôles ISO

**Mojdeh Tabari (Iran)**

*Secrétaire de trois ISO/TC et animatrice de trois ISO/GT. Engagée à l'ISIRI, membre de l'ISO pour l'Iran.*

Dans un premier temps, il ne m'a pas été facile de m'engager dans la normalisation. Beaucoup d'obstacles imprévus se sont interposés et il m'a fallu énormément de travail et d'efforts pour les surmonter. Tous ces efforts m'ont été utiles pour l'autonomie et l'expérience acquises en menant des activités de normalisation au niveau international, mais aussi pour la chance que cela m'a donné de pouvoir changer la donne dans des domaines importants pour les femmes.

Je pense en particulier à la création du comité technique de l'ISO sur les produits cosmétiques (l'ISO/TC 217). Ces produits ont toujours été un sujet sensible pour les femmes, même si les hommes et les enfants utilisent également



*Mojdeh Tabari.*

beaucoup de ces produits. Appliqués directement sur la peau, les cosmétiques peuvent avoir de nombreux effets indésirables s'ils ne répondent pas aux normes les plus exigeantes. Les normes ISO élaborées par le TC 217 sont utilisées par ce secteur de l'industrie pour garantir des produits sûrs et de qualité.

En tant que femme je suis fière d'avoir proposé la création de ce comité technique et d'avoir contribué à sa mise en place, administré son secrétariat, dirigé des projets de normalisation et encouragé la réactivation de deux autres comités de l'ISO inactifs depuis plus de 10 ans.

J'ai beaucoup appris de ces expériences, et je me sens tout à fait à l'aise dans les milieux des normalisateurs et des décideurs au niveau international.

Je crois qu'en participant à la gestion des secrétariats de comités et des projets de l'ISO, les femmes gagnent de l'assurance et sont plus sûres d'elles-mêmes. J'espère que mon expérience encouragera d'autres femmes, qui souhaitent elles aussi s'investir, à participer davantage à la normalisation.

Je suis fière qu'en Iran plusieurs femmes participent à l'élaboration des normes nationales et internationales à travers l'ISIRI, l'Institut iranien des normes et de la recherche industrielle.

Mon message aux femmes : Travaillez dur, ne reculez pas devant les obstacles et les problèmes. Ayez foi et confiance en vos capacités. Impliquez-vous !

### Atteindre le sommet

**Ziva Patir (Israël)**

*Vice-présidente, normalisation, Better Place. Ancienne Vice-présidente de l'ISO et ancienne Directrice générale du SII, membre de l'ISO pour Israël.*

*Quels sont les défis et les avantages d'être une femme dans la normalisation ?*

Quand j'ai commencé ma carrière dans la normalisation, les femmes y étaient non seulement très peu nombreuses, mais il n'y en avait pratiquement aucune dans les fonctions de haut niveau. Pourtant, tous les ingrédients étaient réunis pour que les femmes puissent exceller dans ce secteur puisque les structures

hiérarchiques y étaient de plus en plus horizontales et, plutôt que de donner des ordres, il s'agissait avant tout de trouver des solutions consensuelles.

La généralisation aboutit souvent, on le sait, à un excès de simplification, mais il y a certains traits caractéristiques qui sont unanimement reconnus chez les femmes – elles aiment travailler en collaboration, elles sont sensibles aux différences culturelles, elles savent créer une bonne ambiance, de plus elles font preuve de patience, de précision, de dévouement et d'engagement à long terme. Bref, elles ont toutes les qualités pour réussir dans la normalisation!

Pour avancer en terrain difficile, par exemple, il suffit dans bien des cas de savoir poser les bonnes questions. La plupart des hommes sont souvent trop mal à l'aise pour s'y risquer. C'est l'occasion pour les femmes de se démarquer et de trouver une formule innovante pour débloquer les situations.

A l'occasion de la Journée internationale de la femme, il convient de saluer la contribution remarquable que les « normalisatrices » apportent à la construction d'un avenir durable. Un exemple qui fera date est celui de l'impact



*Ziva Patir.*

massif de toutes les jeunes femmes qui ont participé à l'élaboration de la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale, l'un des projets de l'ISO les plus porteurs à ce jour.

**Comment la participation à la normalisation a-t-elle renforcé vos moyens d'action en tant que femme ?**

Cette participation renforce votre pouvoir en tant que leader dans votre communauté. L'approche féminine est un avantage!

**Comment pouvons-nous rallier plus de femmes à la normalisation ?**

Il y a beaucoup de femmes qui participent déjà, mais il est temps de partager les rênes de la direction de la normalisation. Il faut laisser les femmes accéder à des fonctions de haut niveau. Dans certains pays européens, il n'y a pratiquement aucune femme dans les activités de normalisation, tandis que dans d'autres, le travail n'est fait que par des femmes!

**Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui envisagent de s'engager dans la normalisation ?**

Jetez-vous à l'eau ! Appréciez et explorez la diversité des cultures qui enrichissent l'humanité.



*Norma McCormick.*

### **Défendre les intérêts des consommateurs**

**Norma McCormick (Canada)**

*Présidente, Comité de l'ISO pour la politique en matière de consommation (ISO/COPOLCO).*

Je me suis engagée dans la normalisation, car les normes sont très importantes dans mon domaine de spécialité – la santé et la sécurité au travail. Élargir mes intérêts à la sécurité et la santé des consommateurs s'est inscrit comme une suite logique dans mon parcours et c'est ce qui m'a amenée à l'ISO.

J'ai été Présidente, animatrice et membre de plusieurs comités nationaux et internationaux de normalisation. Je préside aujourd'hui le Comité de l'ISO pour la politique en matière de consommation (ISO/COPOLCO). Je suis très fière de la contribution des femmes, qui s'investissent dans les questions relatives aux consommateurs depuis fort longtemps, et je salue ce qu'elles ont accompli en normalisation.

L'ISO/COPOLCO, qui donne des avis à l'ISO quant aux points de vue des consommateurs sur les activités actuelles et futures de normalisation et sur l'évaluation de la conformité, s'est largement distingué en matière de participation et de leadership des femmes. Depuis près de trente-cinq ans que le COPOLCO existe, sur les neuf Présidentes du comité, cinq étaient des Présidentes!

Déjà en 1978, lors de notre première séance plénière, sur les 40 délégués présents représentant 17 pays, bon nombre étaient des femmes. Aujourd'hui, elles sont nombreuses à participer au travail technique international et national.

En tant que membre de trois comités canadiens et de trois comités techniques ISO, je suis heureuse de constater que, de plus en plus, les femmes engagent leurs compétences dans ce domaine.

### **ISO 26000, un tournant**

**Perla Puterman (Venezuela)**

*Experte au sein du Groupe de travail de l'ISO sur la responsabilité sociétale, 36 années de normalisation.*

Aujourd'hui, on peut de plus en plus constater l'implication des femmes en normalisation. Par

exemple, dans plusieurs pays d'Amérique latine, et peut-être dans d'autres pays, les activités d'élaboration des normes internationales et nationales au sein des organismes nationaux de normalisation sont principalement pilotées par des femmes. Les exemples sont nombreux : Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, Paraguay et Venezuela.

A l'ISO, des femmes ont également assumé des rôles de premier plan. Ziva Patir, par exemple, a été Présidente du Bureau de gestion technique de l'ISO. C'est elle qui a lancé l'initiative de la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale et poussé à son élaboration.



*Perla Puterman.*

Afin de renforcer la participation des femmes dans l'élaboration de cette norme, l'ISO a encouragé la parité hommes/femmes au sein du Groupe de travail, ainsi que dans tous les sous-groupes et toutes les autres structures (par exemple, le Groupe consultatif du Président et l'équipe de rédaction intégrée).

La participation des femmes dans les rangs des experts et des observateurs est passée de 33% en septembre 2005 à 42% en mai 2009 – ce qui est une progression remarquable.

Même si nous ne représentons toujours pas la majorité, notre voix a fortement pesé, en particulier dans les domaines d'action liés aux droits de l'homme et aux relations et conditions de travail. Quelques exemples :

- Définition de l'égalité entre hommes et femmes : « traitement équitable des femmes et des hommes »
- Section sur « l'égalité entre hommes et femmes et responsabilité sociétale »
- Droits de l'homme : discrimination et groupes vulnérables
- Relations et conditions de travail : emploi et relations employeur/employé, développement du capital humain et formation sur les lieux de travail
- Questions relatives aux consommateurs : promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes.

Nous espérons que la norme ISO 26000 a servi de banc d'essai pour encourager la participation des femmes dans tous les domaines de la normalisation!

Ces interviews ont été réalisées par **Maria Lazarte**, rédactrice adjointe, *ISO Focus+*.



## Gösta Roos nous a quittés

Gösta Roos s'est éteint paisiblement le 18 février 2011 à l'âge de 82 ans.

Gösta Roos laisse le souvenir d'un ardent défenseur et d'un grand connaisseur de la norme ISO 3166 sur les codes de pays, qui a joué un rôle essentiel pour l'utilisation et l'application généralisées de cette norme très importante.



Gösta Roos a été délégué suédois auprès de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU), avant d'être nommé Conseiller technique auprès du Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international (WP 4) de la CEE-ONU en 1963.

En 1972, il intègre le Groupe d'experts sur le traitement automatisé des données (ADP) et le codage pour le Code ONU des ports et autres lieux (LOCODE/ONU), qui avait à l'origine pour objectif d'examiner la nécessité d'un code exhaustif couvrant tous les lieux où les marchandises sont soumises à un contrôle douanier.

M. Roos a été chargé d'initier l'élaboration des codes de pays et de mettre en place la collaboration entre plusieurs organisations internationales et l'ISO, ce qui a conduit à la publication d'ISO 3166. De la première édition d'ISO 3166 jusqu'à sa retraite en 2003, M. Roos a présidé l'Autorité de mise à jour de la norme ISO 3166.

M. Roos était très apprécié pour sa gentillesse et son sens de l'humour, qui ont été essentiels pour trouver des solutions aux questions difficiles, souvent de nature politique, associées à l'attribution des codes de pays.

## Atelier sur les services financiers

L'ISO a la réputation d'être un forum où convergent les protagonistes du secteur des services financiers et qui appuie le développement de solutions répondant à leurs besoins. Ces travaux sont menés par son comité technique ISO/TC 68, *Services financiers*.

L'ISO a mis au rang des priorités l'étude de nouvelles exigences relatives à la normalisation dans le domaine des services financiers.

C'est pourquoi elle organise un atelier sur le thème « Normalisation dans le domaine bancaire, les valeurs mobilières et autres services financiers : Besoins actuels et futurs », le 13 mai 2011 à Amsterdam aux Pays-Bas. L'atelier aura lieu conjointement aux réunions 2011 de l'ISO/TC 68.

Ouvert à tous les comités membres de l'ISO, cet atelier s'adresse à des professionnels qualifiés et cadres supérieurs du secteur des services financiers et des organismes de réglementation.

## L'ISO prépare l'avenir des véhicules électriques

L'ISO vient d'actualiser un accord avec la Commission électrotechnique internationale (CEI) dans le but d'améliorer la coopération sur les normes pour les véhicules électriques et les accessoires électroniques d'automobiles.

Les véhicules électriques ont des exigences spéciales et peuvent avoir un impact sur l'infrastructure d'alimentation en électricité lors du branchement au réseau pour la mise en charge. À cet égard, le Protocole d'accord (MoU) ISO/CEI qui vient d'être renouvelé fait valoir que lorsque le véhicule est en mode de fonctionnement autonome, il appartient aux constructeurs automobiles de définir les normes requises – lesquelles sont principalement élaborées par l'ISO. En revanche, lorsque la voiture est connectée au réseau, les normes applicables doivent être concertées entre les fabricants automobiles et le secteur de l'électricité – que la CEI représente.

Ce protocole d'accord vise également à appuyer l'évolution des systèmes de commande, qui sont passés de dispositifs mécaniques ou hydrauliques à des systèmes électroniques. Une telle évolution nécessite une collaboration plus étroite entre les constructeurs automobiles, principalement représentés au sein du comité technique de l'ISO, ISO/TC 22, *Véhicules routiers*, et les fabricants de composants électroniques actifs dans une gamme de comités spécifiques de la CEI.

Par exemple, la mise à jour et l'extension de la norme ISO 6469 est un projet important pour les exigences de sécurité applicables aux véhicules électriques, en particulier les véhicules électriques à batterie (VEB) et les véhicules électriques hybrides (VEH), couvrant la sécurité contre les risques électriques, les systèmes de stockage de l'énergie rechargeable à bord du véhicule, la protection contre les défaillances, etc.

## L'Atelier sur la voiture intégralement connectée

Les Normes internationales pourraient bien contribuer à réduire les dangers de la « distraction des conducteurs », qui sont dus à l'utilisation au volant de téléphones portables et autres appareils de communication et peuvent avoir des conséquences fatales.

La « Gestion de la distraction des conducteurs » est l'un des principaux thèmes de l'Atelier sur la voiture intégralement connectée, organisé par les partenaires de la Coopération mondiale de la normalisation au prochain Salon de l'Auto de Genève.

Compte tenu de l'explosion des ventes de téléphones portables et de systèmes TIC (technologies de l'information et des communications) embarqués, il est courant que les conducteurs téléphonent, écrivent des textes ou utilisent des navigateurs GPS et d'autres appareils alors qu'ils sont au volant de leur véhicule, ce qui augmente les risques d'accidents de la circulation.

Dans de nombreux pays, la distraction des conducteurs est aujourd'hui un enjeu de santé publique. Aux USA par exemple, l'Administration nationale de la sécurité routière (NHTSA – National Highway Traffic Safety Administration) estime qu'en 2009, 17 % des accidents de la route étaient imputables à la distraction des conducteurs, causant près de 5 500 décès.

Les normes et principes de conception pour les systèmes et dispositifs TIC, portables ou fixes, peuvent contribuer à réduire ce phénomène de distraction et permettre ainsi au conducteur de se concentrer sur la conduite et la route.

L'atelier a réuni les principaux acteurs et d'importants représentants de l'industrie engagés dans le développement de technologies TIC pour l'industrie automobile et de normes associées. Ensemble, ils ont examiné comment les organisations de normalisation peuvent collaborer au mieux pour répondre aux besoins de l'industrie sur des aspects tels que l'interopérabilité.

L'ISO a élaboré plus de 800 normes pour l'industrie automobile au sein de ses deux comités techniques actifs dans les domaines couverts par l'atelier : ISO/TC 22, *Véhicules routiers* et ISO/TC 204, *Systèmes intelligents de transport*.

## Concours d'affiches de la Journée mondiale de la normalisation 2011 !

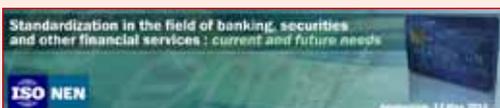
Un concours ouvert à tous vient d'être lancé pour la création de l'affiche de la Journée mondiale de la normalisation 2011, qui aura lieu le 14 octobre sur le thème « Les Normes internationales – Pour établir une confiance mondiale ».

Le concours est organisé par la Coopération mondiale de la normalisation (WSC), qui regroupe la Commission électrotechnique internationale (CEI), l'ISO et l'Union internationale des télécommunications (UIT).

La meilleure affiche primée vaudra à son (ses) auteur(s) un prix de 1 500 francs suisses. Les trois finalistes se verront remettre la somme de 500 francs suisses chacun.

Pour participer, les candidats devront soumettre leur projet d'affiche au format .jpg ou .png à l'adresse e-mail [wsdposter@worldstandardscooperation.org](mailto:wsdposter@worldstandardscooperation.org) avant le 30 avril, dernier délai.

Le jury sera composé de représentants de la CEI, de l'ISO et de l'UIT. Une première sélection des affiches sera publiée sur le site Web de la WSC. Il appartiendra ensuite au public d'indiquer leurs préférences en cliquant sur l'icône « J'aime » de Facebook, qui accompagnera chaque affiche. Celle qui recueillera le plus de suffrages (autrement dit, le plus de « J'aime ») remportera le concours. Le vote se tiendra du 5 au 30 avril. La CEI, l'ISO et l'UIT communiqueront le nom des gagnants peu après. Il est possible de suivre le concours international d'affiches de la Journée mondiale de la normalisation sur Twitter et Facebook. Toute question relative au concours est à soumettre sur [wsdposter@worldstandardscooperation.org](mailto:wsdposter@worldstandardscooperation.org), Twitter ou Facebook ■





Il y a mieux pour aller de l'avant.

Photo : © Lionel Egger



## ISO Focus+, pour focaliser sur la route à parcourir.

Il est bon de savoir quel chemin a été parcouru. Cela évite, notamment, de devoir réinventer la roue. Mais conduire l'œil collé

au rétroviseur n'est pas des plus recommandés. Les normes ISO sont une mine d'or de savoir-faire qui

distillent des années d'expérience et d'expertise. Mais ce sont les toutes nouvelles normes, les normes en cours d'élaboration et celles dont on a identifié le besoin qui façonnent notre présent, notre avenir proche et au-delà. Vous pouvez poser un regard perçant sur les derniers développements en lisant le magazine *ISO Focus+*, disponible en anglais et en français sur papier ou en ligne, à raison de dix numéros par an. Pour vous envoler vers votre but, le meilleur moyen est de « focaliser + » sur la route à parcourir.

Disponibles auprès des instituts nationaux membres de l'ISO (voir la liste complète avec les coordonnées sur le site Web de l'ISO [www.iso.org](http://www.iso.org)) et sur le Web store du Secrétariat central de l'ISO à l'adresse [www.iso.org/isostore](http://www.iso.org/isostore) ou par courriel à [ventes@iso.org](mailto:ventes@iso.org).

**Organisation internationale de normalisation – [www.iso.org](http://www.iso.org)**

Secrétariat Central  
1, ch. de la Voie-Creuse  
Case postale 56  
CH-1211 Genève 20





Participants à l'atelier ISO sur les avantages des normes à Colombo au Sri Lanka.

# Les avantages des normes

## Atelier ISO pour les pays d'Asie du Sud

par Reinhard Weissinger

Un atelier régional a été organisé à Colombo au Sri Lanka sur le thème « Normes, développement économique et commerce ». Accueilli par la Sri Lanka Standards Institution (SLSI), l'atelier a permis d'étudier les relations entre normes et commerce, et de présenter un certain nombre d'exemples concrets de difficultés rencontrées par les pays d'Asie du Sud dans leurs activités d'exportation, en raison d'obstacles non tarifaires au commerce comportant des enjeux liés aux normes.

L'atelier s'est concentré essentiellement sur la méthode à suivre pour évaluer et quantifier les avantages économiques et sociaux que les organisations, en particulier les entreprises, obtiennent de l'utilisation des normes. À cette fin, la méthodologie ISO pour l'évaluation des avantages des normes a été présentée. Les résultats préliminaires d'études de cas en cours, appliquant cette méthodologie, ont été présentés et discutés avec les participants.

L'atelier a également permis d'examiner les principes et obligations des pays qui ont signé l'Accord sur les Obstacles techniques au commerce de l'OMC et les services de notification des règlements nationaux susceptibles d'avoir un impact sur le commerce.

Un expert du Secrétariat central de l'ISO et un expert de la Federation of Indian Export Organizations (FIEO) à New Delhi ont animé l'atelier.

Les membres de l'ISO des pays suivants ont participé à l'atelier : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran, Laos, Népal, Sri Lanka, ainsi que des représentants de Palestine, des Philippines, du Kazakhstan et du Tadjikistan.

L'ISO prévoit de réaliser des études de cas similaires sous la forme de projets de coopération avec les comités membres ayant participé à l'atelier. ■

Reinhard Weissinger est Manager, Recherche, Éducation et Stratégie, Secrétariat central de l'ISO.

## Forum pour les Directeurs généraux en Asie

par Bambang Setiadi

L'ISO, en collaboration avec l'Agence indonésienne de normalisation (BSN), a organisé le Forum pour les Directeurs généraux des organismes nationaux de normalisation (ONN) en Asie, à Bali en mars 2011.

La Directrice générale de la normalisation et de la protection des consommateurs au Ministère indonésien du commerce, Mme Nus Nuzulia Ishak, a ouvert le Forum, qui réunissait 23 délégués de 16 pays. Son allocution a été suivie d'une allocution de bienvenue de M. Bambang Setiadi, Président de la BSN et Président du Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (ISO/DEVCO). Le Secrétaire général de l'ISO, Rob Steele, a examiné les défis et opportunités qui se présentent aux comités membres. Un expert de l'ISO, Graham Holloway, a été le modérateur des débats.

Le Forum encourage un échange de haut niveau sur les expériences nationales, donne aux Directeurs généraux des ONN l'occasion de partager les meilleures pratiques et de faciliter la coopération régionale. Un thème privilégié est la bonne gouvernance et le financement solide d'un organisme de normalisation moderne.

Au cours des trois jours qu'a duré le Forum, les sujets à l'examen ont notamment été :

- Développer le tableau de bord prospectif – Comment un organisme national de normalisation peut-il l'appliquer?
- Une perspective régionale sur les défis rencontrés par les ONN et la nécessité d'une coopération
- Planter le décor – La méthodologie pour le Forum des Directeurs généraux



Rob Steele, Secrétaire général de l'ISO, au premier Forum des Directeurs généraux d'ONN en Asie.



Participants au Forum des Directeurs généraux d'ONN à Bali.

- Vision et stratégie pour la normalisation régionale et nationale
- Financement et développement des ONN.

Parallèlement au Forum, la BSN a organisé une exposition de publications disponibles dans sa bibliothèque, couvrant également la mise en application nationale de la norme nationale indonésienne (GENAP SNI). ■

**Bambang Setiadi** est Président de la BSN et Président du Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (ISO/DEVCO).

## ISO 26000 n'est pas destinée à la certification

par Sean MacCurtain

ISO 26000, dès les débuts de son élaboration, n'a pas été destinée à la certification. C'était là une condition de son acceptation comme projet de norme et la base de son élaboration à titre de document contenant des lignes directrices – mais aucune exigence.

Dans le domaine d'application d'ISO 26000, il est clairement déclaré : *La présente Norme internationale n'est pas une norme de système de management. Elle n'est pas destinée ni appropriée à des fins de certification ou à une utilisation réglementaire ou contractuelle. Toute offre de certification, ou prétention de certification selon l'ISO 26000 serait une mauvaise représentation de l'intention et de l'objectif de cette Norme internationale. Étant donné que la présente Norme internationale ne contient pas d'exigences, une telle certification ne serait pas une preuve de conformité à la présente Norme internationale.*

Pour appuyer cette assertion, le Forum international de l'accréditation (IAF) a adopté une résolution déclarant qu'il n'y aura pas de certification accréditée selon cette norme et priant instamment les organismes de certification de ne pas promouvoir et de ne pas procéder à des certifications selon ISO 26000.

Au-delà de ces déclarations et de cette résolution, la structure et le contenu de la norme soulignent que la certification n'est pas viable et ne correspond pas à la réalité de l'application de la norme.

Un objectif majeur de la certification est la comparabilité des résultats de certification. Un document adapté à la certification contiendra des exigences formulées de façon à donner lieu à une interprétation exacte et uniforme afin que les utilisateurs aient une compréhension commune de la manière dont elle doit être appliquée.

Lorsqu'une organisation est certifiée selon une norme, elle devrait pouvoir être comparée à une autre organisation certifiée selon la même norme par un organisme de certification différent.

Or, ISO 26000, qui ne contient que des lignes directrices et des recommandations, permet et encourage la flexibilité dans l'interprétation et la mise en œuvre de ses lignes directrices, d'une organisation à l'autre, d'une région à l'autre, selon les conditions spécifiques qui sont les leurs. Il serait donc impossible de comparer les certifications entre organisations. Nous n'aurions aucune idée du degré auquel la norme a été véritablement mise en œuvre. De plus, la certification exige un audit pour déterminer dans quelle mesure les exigences sont satisfaites. Or, pour réaliser un audit de certification, un ensemble d'exigences est nécessaire. Si l'audit ne peut aboutir à une représentation exacte de la mise en œuvre des exigences, alors la valeur de la certification est mise en question. Compte tenu de tous ces éléments, il ne serait ni honnête, ni utile de certifier une organisation selon ISO 26000.

L'ISO a indiqué que si un besoin du marché pour une norme de certification dans ce domaine était identifié, elle serait disposée à élaborer une telle norme conformément aux principes du consensus et de la transparence.

Si le besoin, général et pertinent pour le marché, d'une norme de certification dans ce domaine était identifié, l'ISO envisagerait d'élaborer une telle norme en stricte conformité aux principes de la pertinence mondiale, du consensus et de la transparence. ■

**Sean MacCurtain** est Secrétaire du Comité de l'ISO pour l'évaluation de la conformité (ISO/CASCO).

## Viser le renforcement des capacités pour ISO 26000

par Roswitha Franz

L'unité Développement et services de formation ISO (ISO/DEVT) lance un nouveau projet de renforcement des capacités pour l'adoption et l'utilisation d'ISO 26000, une norme qui donne des lignes directrices pour la responsabilité sociétale, dans la région Moyen-Orient-Afrique du Nord (MENA), avec huit pays pilotes : Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie. Ce projet, organisé sur une durée de quatre ans, est financé par l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (Sida).

Dans le monde entier, les organisations et leurs parties prenantes sont de plus en plus conscientes des bénéfices d'un comportement socialement responsable, dont un des objectifs premiers est de contribuer au développement durable. Il est donc important que les organisations abordent la question de la responsabilité sociétale quelles que soient les circonstances sociales et économiques.



Pour une organisation, accomplir cette mission – tant vis-à-vis de la société dans laquelle elle opère qu'en fonction de son impact sur l'environnement – est devenu un élément décisif de la mesure de sa performance d'ensemble et de l'aptitude à fonctionner efficacement.

Ce projet a pour but d'encourager des organisations choisies à appliquer les principes de la responsabilité sociétale dans leurs activités, créant ainsi une meilleure image des organisations elles-mêmes et des secteurs productifs dans le pays.

L'objectif général du projet est de renforcer les capacités nationales dans chacun des pays cibles, avec pour pivot l'organisme national de normalisation. Le projet couvre une série d'activités, telles que la formation des formateurs et des ateliers, pour créer un pool d'experts nationaux et régionaux susceptibles d'aider les organisations pilotes, dans les pays choisis, à appliquer ISO 26000.

En outre, l'échange régional d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays partenaires sur l'application d'ISO 26000 sera facilité et un mécanisme régional de coordination impliquant les ONN et d'autres acteurs régionaux sera établi.

Pour lancer la mise en œuvre du projet, les directeurs généraux des organismes nationaux de normalisation des pays pilotes devaient

tenir leur première réunion en avril pour s'engager fermement envers les dispositions de mise en œuvre du projet et fournir leur contribution stratégique à la planification de la mise en œuvre.

Ce projet s'intègre dans les activités du *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2011-2015*. ■

## Créer des liens entre les OPC et les ONN pour la réussite des exportations

par Roswitha Franz et Ludovica Ghizzoni

Un atelier régional organisé à la Havane à Cuba en novembre 2010 a réuni une quarantaine de cadres supérieurs d'organismes nationaux de normalisation (ONN) et d'organisations de promotion du commerce (OPC) représentant 22 pays des régions Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du Sud.

Organisé par l'ISO, en collaboration avec le Centre du commerce international (ITC), l'atelier a exploré en quoi la coopération entre OPC et ONN peut améliorer la compétitivité internationale des entreprises.

Cet atelier de trois jours était accueilli par l'*Oficina Nacional de Normalización (NC)* en collaboration avec le *Centro de Promoción del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera de Cuba (CEPEC)*.

Dans son discours d'ouverture, la Directrice générale de la NC, Nancy Fernández Rodríguez, a fait observer que la conformité des biens et services aux exigences techniques représente un défi non seulement pour les organisations de production et de commercialisation, mais également pour les ONN et les OPC. Elle a souligné l'importance des ONN et des OPC, qui fournissent les règles, les règlements, les services de renforcement des capacités, les services de formation et les lignes directrices pour permettre aux entreprises d'augmenter leurs exportations.

L'atelier de Cuba était le deuxième d'une série d'ateliers dans le cadre de cette nouvelle initiative commune ISO/ITC. Un atelier similaire, organisé en Malaisie en décembre 2009\*, avait conduit à la publication commune ISO/ITC «Créer des liens pour la réussite des exportations\*\*».

Des études de cas sur certains pays, des débats en séance plénière et des réunions en groupe ont permis de définir clairement les rôles des OPC et des ONN tout en identifiant



Participants à l'atelier ISO/ITC à La Havane, Cuba.

les domaines de collaboration possible, principalement dans le secteur des relations au niveau de l'information, du renforcement des capacités et des services consultatifs.

La collaboration entre ONN et OPC varie d'un pays à l'autre. Aussi un accent particulier a-t-il été mis sur la création d'un cadre pour la mise en commun d'expériences dans le but d'identifier les meilleures pratiques. Des activités pour une future collaboration potentielle entre ONN et OPC ont été définies et les bases du développement de plans d'action nationaux et régionaux ont été jetées.

Le rapport d'évaluation de l'atelier a indiqué que les participants en étaient très satisfaits, qu'il a répondu à leurs attentes et les aidera dans leur travail.

Lors de la cérémonie de clôture, América Santos Riveras, Vice-ministre cubaine des sciences, des technologies et de l'environnement, a souligné l'importance des questions relatives aux exportations et à la qualité et leur pertinence pour le commerce international. Elle a appelé les ONN et les OPC à collaborer pour répondre aux exigences techniques de la promotion et de la facilitation d'un commerce international compétitif.

L'atelier a été organisé avec le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (Sida). ■

Roswitha Franz est Chargée de projets, Développement et services de formation ISO, Secrétariat central de l'ISO.

Ludovica Ghizzoni est Conseillère en management de la qualité des exportations, Compétitivité des entreprises, Centre du commerce international (ITC)

\* [www.intracen.org/eqm/events](http://www.intracen.org/eqm/events)

\*\* Français : [www.iso.org/iso/fr/building\\_linkages.pdf](http://www.iso.org/iso/fr/building_linkages.pdf); Anglais : [www.iso.org/iso/building\\_linkages.pdf](http://www.iso.org/iso/building_linkages.pdf); Espagnol : [www.iso.org/iso/building\\_linkages-sp.pdf](http://www.iso.org/iso/building_linkages-sp.pdf)

## Formation ISO en 2011

par Glenn Bosmans

Chaque année, le Secrétariat central de l'ISO (ISO/CS) organise une formation à l'intention des membres de l'ISO et des professionnels engagés dans l'élaboration des normes. En 2011, la majorité des cours sont organisés dans le cadre des trois Semaines des Secrétaires ISO. Chaque semaine comptera trois cours dispensés sur cinq jours.

L'objectif d'une Semaine des Secrétaires est de former les membres de l'ISO qui accueillent (ou envisagent d'accueillir) des secrétariats de comités techniques et sous-comités de l'ISO. Cette formation est destinée aux secrétaires nommés et à leur personnel d'appui.

Les cours restants pour cette année sont prévus à Genève aux dates suivantes :

### Semaine des Secrétaires de l'ISO (juin)

20 juin	Procédures pour les Secrétaires ISO
21-22 juin	Rédiger les normes conformément aux <i>Directives ISO/CEI Partie 2</i> , utilisation du modèle ISO
23-24 juin	Services électroniques pour les Secrétaires ISO

## Semaine des Secrétaires ISO (octobre)

31 octobre	Procédures pour les Secrétaires ISO
1-2 novembre	Rédiger les normes conformément aux <i>Directives ISO/CEI Partie 2</i> , utilisation du modèle ISO
3-4 novembre	Services électroniques pour les Secrétaires ISO

En outre, l'ISO organisera les cours suivants en 2011 :

5-7 avril	Introduction aux services électroniques de l'ISO (avec accent sur les comités miroirs nationaux, NMC)
22-24 novembre	Introduction aux services électroniques de l'ISO (avec accent sur les NMC)
6-7 décembre	Bonnes pratiques de normalisation

Pour participer, il convient de remplir le formulaire d'inscription disponible à [www.iso.org/training-dates](http://www.iso.org/training-dates). La participation est gratuite, mais les places sont limitées. Aucune assistance financière n'est disponible. ■

## Établir des stratégies nationales de normalisation

par Glenn Bosmans

*« Toutes les fleurs de tous les lendemains sont dans les semences d'aujourd'hui. »*  
(Proverbe indien)

Un bon plan stratégique est essentiel pour les organismes de normalisation qui se débattent quotidiennement avec des ressources limitées. C'était également un souci majeur en 2009 lorsque l'un des groupes de discussion du Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (ISO/DEVCO) a recommandé l'élaboration de lignes directrices sur la formulation de stratégies nationales de normalisation.

Cette initiative a conduit à une nouvelle formation présentielle avec programme d'encadrement en ligne, « Établir des stratégies nationales de normalisation », mis au point par l'unité Développement et services de formation ISO (ISO DEVT) et basé sur

la méthodologie créée pour le Module 1 d'enseignement en ligne de l'ISO, « Évaluer les priorités nationales ».

Structuré en trois parties distinctes et centré autour d'un cours de formation intensif de six jours en résidence, le programme a pour objectif général la mise en place de stratégies nationales pluriannuelles de normalisation par les membres de l'ISO qui y participent.

Le programme est destiné à des normalisateurs ayant des responsabilités de planification et encourage une évaluation proactive et rigoureuse des priorités nationales en matière de normalisation, en s'assurant que les ressources limitées sont allouées de façon à avoir un impact optimal et que les activités de normalisation sont fondées sur des besoins clairement définis et bien documentés.

Le programme donne aussi des lignes directrices sur l'identification et l'évaluation des normes internationales utiles parmi les milliers de normes publiées ou en cours d'élaboration. Il encourage aussi les contributions des parties prenantes pour définir les stratégies nationales de normalisation.

Dans les semaines précédant le cours, chaque membre de l'ISO participant devra compiler des données relatives à son pays, y compris des données sectorielles sur le PIB, les importations et les exportations, les plans nationaux, les questions de société, les ressources humaines disponibles et les demandes de nouvelles normes exprimées par les parties prenantes. Sur la base de ces données, un certain nombre de ces pays sont choisis afin que les participants préparent des études de cas durant le cours.

A l'aide de modèles prédéfinis, on montre aux participants comment hiérarchiser leurs exigences socio-économiques nationales en matière de normalisation et développer des agendas nationaux solides pour la normali-



Travail en groupe lors de la formation sur les stratégies nationales, en Papouasie-Nouvelle Guinée.

sation sur la base des ressources humaines disponibles et des Normes internationales pertinentes. Une approche d'« apprentissage par l'action » est appliquée, ainsi que le travail en groupe et l'échange d'expériences.

Un système de gestion des documents en ligne a été mis au point pour les participants afin de leur permettre de partager leurs expériences de planification. Un encadrement en ligne est mis à la disposition de tous les participants pour un temps limité lorsqu'ils prépareront leur propre plan une fois de retour chez eux.

Deux formations régionales ont été organisées en 2010. En novembre, un cours a été organisé à Paramaribo au Suriname. Il a été accueilli par le Suriname Standards Bureau (SSB), en collaboration avec l'Organisation régionale pour les normes et la qualité (CROSQ) du CARICOM.

Des études de cas ont été préparées pour la Jamaïque, la Guyane, la Dominique et Grenade. Une deuxième formation régionale a eu lieu à Port Moresby en Papouasie-Nouvelle Guinée et a été accueillie par le National Institute of Standards and Industrial Technology (NISIT). Des études de cas ont été préparées pour le Sri Lanka, le Pakistan et le Cambodge. D'autres formations seront organisées en 2011.

Les avantages du programme de formation sont manifestes : un certain nombre de pays disposent maintenant de projets de plans nationaux de normalisation. ■

Glenn Bosmans est Chargé de projets, Développement et services de formation ISO, Secrétariat central de l'ISO.



Participants à la formation sur les stratégies nationales au Suriname.

# « La sûreté est primordiale »

## Un terminal indien applique ISO 28000



Photo : © Visakha Container Terminal Pvt. Ltd (VCTPL)

Pont-portiques mer-terre, grues de transbordement, réseau routier et ferroviaire garantissent la célérité des opérations d'importation et d'exportation de conteneurs au terminal de Visakha.

par Garry Lambert

Visakha Container Terminal Pvt. Ltd (VCTPL), à New Delhi, en Inde, a été récemment certifié ISO 28000:2007, *Spécifications relatives aux systèmes de management de la sûreté de la chaîne d'approvisionnement*, pour toutes ses activités au port de Visakhapatnam dans l'Andhra Pradesh. Avec une profondeur naturelle de 16,5 m et une longueur de quai de 450 m, il est le seul terminal à conteneurs indien pouvant recevoir les plus grands porte-conteneurs en activité.

Cette certification est la dernière d'une série de mises en œuvre et de certifications de systèmes de management – dont ISO 9001:2008, ISO 14001:2004 et OHSAS 18001:2007 – soulignant «son engagement et sa volonté pour la qualité, le respect de l'environnement, la sécurité, la santé et la sûreté à tous les niveaux au sein de l'organisation.»

ISO 28000:2007 spécifie les exigences pour établir, mettre en œuvre, maintenir et améliorer un système de management de la sûreté, notamment les aspects décisifs pour l'assurance de la sûreté de la chaîne d'approvisionnement.

Elle est applicable aux organisations de toutes tailles dans les secteurs de la fabrication, des services, du stockage ou des transports. La certification selon cette Norme internationale permet aux organisations de démontrer qu'elles contribuent significativement à la sûreté de la chaîne d'approvisionnement.

### Une importance primordiale

«A l'heure où la sécurité côtière est d'une importance primordiale, VCTPL a pris l'initiative de cette certification et, en fixant de nouvelles

normes de sûreté, il a prouvé une fois de plus qu'il est un terminal à conteneurs de classe mondiale», a déclaré le Capitaine Sriram Ravi Chander, Chef de l'exploitation pour VCTPL.

«ISO 28000 met en place des mécanismes et processus pour résoudre les vulnérabilités liées à la sûreté aux niveaux stratégique et opérationnel, ainsi que pour établir des plans d'action préventifs. La norme complète tous les codes législatifs nationaux/internationaux de sûreté, y compris le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS), auquel VCTPL se conforme déjà», a-t-il expliqué.

En novembre 2010, VCTPL a fait l'objet d'un audit de certification par tierce partie sur trois jours, axé sur la sûreté des conteneurs, les contrôles d'accès physique, la sûreté du personnel et des procédures, la formation à la sûreté, la sûreté des TI, les exigences des partenaires en affaires et la sensibilisation aux menaces. VCTPL est aussi tenu à des audits de surveillance annuels pendant les trois prochaines années, période de validité de la certification.

## La certification ISO 28000 : une étape majeure

ISO Focus+ a interviewé le Capitaine Ravi Chander sur l'expérience de l'application d'ISO 28000 dans son entreprise et lui a demandé si les avantages étaient déjà perceptibles :

**ISO Focus+ :** *Quelles raisons ont incité VCTPL à opter pour la certification ISO 28000 ?*

**Ravi Chander :** Dans le paysage économique global d'aujourd'hui, le management de la sûreté est devenu un défi complexe dans tous les secteurs industriels, en particulier dans les chaînes d'approvisionnement. Les opérations logistiques et les partenaires des chaînes d'approvisionnement sont souvent dispersés un peu partout dans le monde, avec toute une diversité de règlements nationaux/internationaux et de processus opérationnels. Compte tenu des préoccupations croissantes concernant la sécurité côtière et la sûreté de la chaîne d'approvisionnement mondiale, la certification ISO 28000 est une étape majeure pour obtenir des atouts concurrentiels, gagner de nouveaux clients et consolider les liens existants.

**ISO Focus+ :** *Depuis quand appliquez-vous des procédures conformes à la norme ?*

**Ravi Chander :** ISO 28000 est appliquée depuis janvier 2010 et le certificat a été délivré en décembre.

**ISO Focus+ :** *Avez-vous eu des difficultés à appliquer la norme ? A-t-il fallu l'adapter à votre organisation ou convenait-elle telle quelle ?*

**Ravi Chander :** VCTPL étant conforme aux exigences du Code ISPS, des procédures de fonctionnement standard, des plans d'urgence et une infrastructure étaient déjà en place. Nous avons affiné toutes les procédures et plans conformément aux exigences de la norme ISO 28000.

**ISO Focus+ :** *Avez-vous intégré le nouveau système à vos systèmes ISO 9001 et ISO 14001, ou sont-ils exploités séparément ?*



**Le Capitaine Sriram Ravi Chander,**  
Chef de l'exploitation, Visakha Container Terminal.

## VCTPL en un clin d'œil

Le terminal Visakha Container Terminal Pvt. Ltd (VCTPL) a été créé en 2003 sous l'égide du Visakhapatnam Port Trust en tant que coentreprise de DP World et United Liner Agencies of India (Private) Ltd.

VCTPL est équipé d'une infrastructure moderne aux normes internationales, y compris des pont-portiques mer-terre, des grues de transbordement et des gerbeurs, ainsi qu'un environnement entièrement informatisé pour la planification des opérations des navires (vessel planning) et la gestion des quais réalisées par un personnel qualifié. Avec une longueur de quai de 450 m et une extension prévue à 700 mètres, une profondeur naturelle de 16,5 m, il est le seul terminal indien pouvant recevoir les plus grands porte-conteneurs en activité.

Le terminal est situé dans une position centrale, sur la côte Est de l'Inde, pour desservir un arrière-pays portuaire de sept États dans un rayon de 700 km, avec prolongement vers le Nord et le Nord-Est de l'Inde. Grâce à un excellent



Le terminal à conteneurs de Visakha au port de Visakhapatnam dans l'Andhra Pradesh en Inde est conforme à la norme ISO 28000 relative au management de la sûreté de la chaîne d'approvisionnement.

réseau routier et ferroviaire, il assure des expéditions vers et à partir de Delhi, Hyderabad, Nagpur, Raipur, l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est.

Avec un taux de croissance de 18% contre une moyenne nationale

d'environ 12%, VCTPL a connu une croissance rapide depuis ses débuts. Il est, à l'heure actuelle, le seul terminal central de la côte Est pour les cargaisons en conteneurs dont le volume ne cesse de croître en Inde.

**Ravi Chander :** Notre système de management ISO 28000 est exploité séparément et n'est pas intégré aux systèmes existants ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001.

**ISO Focus+ :** *Pouvez-vous indiquer – ou est-ce prématuré – les avantages d'un système de management de la sûreté conforme à ISO 28000 ?*

**Ravi Chander :** Il est prématuré de mesurer les avantages de la mise en œuvre d'un système de management de la sûreté, mais l'on peut donner des indications sur certains avantages immédiats :

- Amélioration dans les processus de management de la sûreté pour protéger les intérêts de l'entreprise et la chaîne d'approvisionnement
- Meilleure coordination avec les partenaires pour une responsabilité partagée

- Capacités améliorées de gestion des risques pour prévenir les pertes
- Message positif aux clients, partenaires et salariés montrant un engagement clair envers la sûreté
- Meilleure réputation dans le secteur industriel.

**ISO Focus+ :** *Avez-vous d'autres observations à faire sur l'importance d'ISO 28000 pour votre organisation ?*

**Ravi Chander :** Sachant que la sûreté ne s'arrête pas aux portes du terminal, VCTPL s'est attaché à sensibiliser à la sûreté dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement – auprès des installations d'entreposage, des compagnies maritimes et des entreprises de ferroutage. ■

Garry Lambert est un journaliste indépendant basé à Genève, Suisse.

# Initiative empreinte carbone

## Fujitsu innove avec les normes ISO

par Hellmut Böttner

Soucieux de dresser un bilan complet de l'impact environnemental de certains produits de son offre, Fujitsu a fait appel aux normes ISO pour établir les critères de mesure applicables à son projet de réduction de l'empreinte carbone de ses produits (Product carbon footprint - PCF).

Fujitsu a choisi de fonder son étude sur les normes ISO reconnues mondialement car c'est un fournisseur de technologies d'information et de communication (TIC) de premier plan sur le marché mondial.

Les normes ISO 14040 et ISO 14044 relatives à l'analyse du cycle de vie (ACV) sont les normes qui ont été retenues par Fujitsu pour procéder à sa propre ACV, en collaboration avec l'Institut de recherches écologiques Bifa, d'Augsbourg, et l'Institut Fraunhofer pour la fiabilité et la micro intégration (Fraunhofer IZM) de Berlin.

En s'appuyant sur ces normes, Fujitsu a procédé à une ACV de certains de ses PC et serveurs, tout au long de leur cycle de vie, et en a évalué les résultats. L'institut Fraunhofer

a vérifié la conformité à la norme ISO 14040 et ISO 14044 et attribué à Fujitsu une évaluation positive.

Avec le projet PCF et l'initiative ACV, le but de Fujitsu est d'identifier et de mettre au point des méthodes pour analyser avec précision les émissions réelles de chaque produit. Connaître l'impact écologique de ces produits s'inscrit dans le cadre de la stratégie « green » de l'entreprise et est lié à l'objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> sur tout le cycle de vie des produits (du berceau à la tombe). Au final, l'exercice aidera l'entreprise à innover en fabriquant des produits plus respectueux de l'environnement.

Fujitsu partagera les résultats et les expériences découlant de cet exercice afin de

soutenir ses clients dans leurs projets visant à réduire leurs propres émissions de CO<sub>2</sub>.

Or, en mettant le projet en place, Fujitsu a constaté qu'il n'était pas possible de calculer une valeur absolue et comparable de l'impact carbone à cause de difficultés d'ordre méthodologique et du manque de normes internationales. La norme ISO 14067 sur l'empreinte carbone des produits, actuellement en cours d'élaboration, permettra largement de remédier à ce problème à l'avenir.

Fujitsu a trouvé très utile de pouvoir utiliser les normes ISO 14040 et ISO 14044 comme lignes directrices pour ses propres études. Dans ce domaine, Fujitsu est l'un des moteurs du secteur des TI. La société est en contact avec des partenaires, des fournisseurs et des concurrents afin d'établir et d'utiliser des normes communes.

### Technologie verte

L'idée qu'une technologie « verte » soit synonyme de rendement énergétique est encore très répandue, même chez les constructeurs informatiques. Mais le rendement énergétique n'est que l'un des nombreux facteurs qui influent sur le calcul de l'impact écologique.

En général, l'impact carbone (exprimé en équivalent CO<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub>e) est calculé sur le cycle de vie complet d'un produit, depuis sa conception jusqu'à son recyclage. Il couvre donc la production de matières premières ainsi que la fabrication des composants par les fournisseurs, le transport, l'assemblage, l'utilisation et la mise au rebut ou le recyclage.

Par exemple, le PC de bureau ESPRIMO E9900 0-Watt et les serveurs PRIMERGY S5 TX300 et RX300 intègrent dans le calcul de leur ACV les résultats de l'ACV obtenus pour la souris, le clavier, le manuel et l'emballage. Le calcul est fondé sur un cycle de vie typique pour des produits de cette catégorie.

Comme le relève mon collègue Armin Kumpf, Directeur senior, gestion qualité chez Fujitsu Technology Solutions : « Depuis de nombreuses années, nous étudions les facteurs qui ont une influence durable sur notre impact écologique. Mais pour comparer les produits et les étiqueter en fonction de leurs émissions de CO<sub>2</sub>, nous avons besoin de normes internationales et d'une solide base de comparaison. »

Nous pensons que des initiatives telles que le projet PCF de Fujitsu sont des étapes importantes du long processus qui conduit à des résultats comparables. Elles apportent une visibilité bien utile sur les émissions de l'ensemble de la chaîne de valeur. Nous avons ainsi pu découvrir de nouvelles possibilités pour réduire les émissions :

- Optimiser l'utilisation de l'énergie et des matières premières lors de la production, et adopter d'autres matières



Photo : © Fujitsu

Le PRIMERGY RX300 S5, l'un des serveurs utilisés par Fujitsu pour l'essai de l'empreinte carbone.



Photo : © Fujitsu

Les composants internes de l'ordinateur de bureau ESPRIMO E9900 sont soumis à des essais rigoureux.

- premières ayant un impact inférieur sur l'environnement
- Réduire les émissions lors des transports, en préférant des voies ferroviaires et maritimes à l'acheminement par avion des composants d'Extrême-Orient
- Concevoir et fabriquer des unités d'alimentation et des produits d'un excellent rendement énergétique pour les consommateurs
- Optimiser la configuration de la mémoire, de la vidéo et des options énergétiques
- Utiliser des produits informatiques d'un rendement énergétique élevé (par exemple, certifiés «Blue Angel» ou «Energy Star»)
- Réutiliser et recycler les produits et les composants dans le Centre de recyclage de Fujitsu à Paderborn, en Allemagne, et dans le monde.

## Initiatives environnementales de Fujitsu

Depuis de nombreuses années, Fujitsu s'implique dans des initiatives et des projets destinés à évaluer ses émissions et à rechercher les possibilités d'amélioration dans ce domaine. Sa stratégie est double. Il s'agit, d'une part, d'innover en matière de produits informatiques respectueux de l'environnement (le «Green IT»). Son offre de produits et de services comprend déjà de nombreux éléments «Green» comme des portables, des PC et moniteurs 0-Watt, des serveurs et des systèmes de stockage d'un excellent rendement énergétique et des services d'évaluation pour améliorer le rendement énergétique des centres informatiques.

Fujitsu développe, d'autre part, des solutions capables d'aider les autres sociétés, voire des secteurs entiers, à s'appuyer sur l'informatique pour réaliser des infrastructures plus respec-

tueuses de l'environnement (le «Green by IT»), par exemple, dans la gestion du trafic ou des installations.

En 2007, le groupe Fujitsu a lancé son programme «Green Policy Innovation», qui a contribué à réduire de sept millions de tonnes les émissions de CO<sub>2</sub> au Japon. En 2009, Fujitsu a élargi le projet à l'échelle mondiale et vise une réduction supplémentaire de 15 millions de tonnes pour 2012. La nouvelle approche mondiale est une étape vers l'objectif à moyen terme de Fujitsu, sa Green Policy 2020.

*Fujitsu a trouvé très utile de pouvoir utiliser les normes ISO 14040 et ISO 14044*

Enfin, Fujitsu est classé premier dans deux des cinq catégories du récent rapport de Gartner et du WWF intitulé «Low-Carbon and Environmental Leadership in the ICT Industry 2010». Il s'agit de la plus vaste étude indépendante jamais réalisée pour analyser les efforts environnementaux des entreprises ayant une stratégie mondiale de durabilité visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des produits informatiques. ■

## À propos de l'auteur



Photo : © Fujitsu

**Hellmut Böttner** est le chef du département Corporate Quality chez Fujitsu Technology Solutions, Munich, Allemagne.

## À propos de Fujitsu

Fujitsu est le principal fournisseur de solutions informatiques destinées aux entreprises sur le marché international. Avec environ 170 000 employés au service d'une clientèle représentée dans 70 pays, Fujitsu regroupe des personnes spécialisées dans les services et les systèmes à travers le monde entier et propose des solutions informatiques et de communication extrêmement fiables, ainsi que de la microélectronique avancée pour offrir des produits haute performance à ses clients.

Le siège social de Fujitsu Limited (TSE:6702) se trouve à Tokyo. La société affiche des revenus consolidés de 4 600 milliards de yens (USD 50 milliards) pour l'exercice financier clos le 31 mars 2010. Pour plus d'informations : [www.fujitsu.com](http://www.fujitsu.com)

## À propos de Fujitsu Technology Solutions

Fujitsu est le fournisseur d'infrastructures informatiques leader en Europe et est présent sur les principaux marchés en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Inde. La société propose ses solutions aux petites, moyennes et grandes entreprises ainsi qu'aux particuliers. Son approche tournée vers les infrastructures dynamiques lui permet d'offrir une large gamme de produits, solutions et services informatiques allant des solutions clients aux solutions pour les centres informatiques, en passant par les services d'infrastructure gérée et les infrastructures en tant que service. Fujitsu Technology Solutions, qui emploie plus de 13 000 personnes, fait partie du groupe mondial Fujitsu. Pour plus d'informations, voir : [fr.ts.fujitsu.com/aboutus](http://fr.ts.fujitsu.com/aboutus)



Le siège social de Fujitsu Technology Solutions à Munich, Allemagne.



# Respirer sans craintes

**Des solutions mondiales  
pour les appareils de protection  
respiratoire**

par Wolfgang Drews et Hans-Peter Keller

Dans l'industrie, bon nombre de lieux de travail sont pollués par des impuretés nocives qui peuvent compromettre la santé. Les appareils de protection respiratoire (APR) protègent les voies respiratoires contre la plupart des dangers que présentent ces impuretés ; leur port est souvent obligatoire pour les ouvriers, les mineurs, les plongeurs et les pompiers.

Un APR est un équipement de protection individuelle conçu pour protéger contre l'inhalation d'une atmosphère dangereuse, laquelle est définie comme une atmosphère appauvrie en oxygène qui dépasse une limite d'exposition professionnelle, présente un risque d'incendie ou d'explosion, ou contient un agent contaminant toxique ou pathogène en suspension dans l'air dans des concentrations jugées dangereuses.

Le sous-comité SC 15, *Appareils de protection respiratoire*, du comité technique ISO/TC 94, *Sécurité individuelle – Vêtement et équipement de protection*, a été mis sur pied en 2001 pour préparer de nouvelles solutions mondiales dans la normalisation des APR. Il réunit différentes parties prenantes concernées, notamment des fabricants, des organisations syndicales, des organismes notifiés, des laboratoires d'essai, des autorités publiques, des universités et d'autres organismes soucieux d'une harmonisation de ces solutions à l'échelon mondial.

De nombreuses normes nationales sont fondées sur les documents ISO directement élaborés et tenus à jours par ce sous-comité. Ceux-ci peuvent être adoptés directement par des organismes régionaux ou nationaux ou peuvent au préalable faire l'objet de modifications pour répondre aux exigences locales et aux conditions environnementales.

## Valeur économique

Les entreprises de production des APR sont des multinationales (40 %) et des petites et moyennes entreprises (60 %) dont le nombre d'employés ne dépasse pas 100. Mais les multinationales assurent 90 % de la production annuelle d'APR. En 2010, le volume global du marché pour l'année a représenté quelque 4 milliards USD, répartis à parts égales entre les deux principales catégories de produits – les appareils filtrants et les appareils indépendants de l'atmosphère ambiante. Entre 2001 et 2010, le taux de croissance annuelle du marché a été de l'ordre de 3 %.

Comme elles contribuent à la réduction des risques pour la santé et la sécurité des porteurs d'APR, les normes élaborées par l'ISO/TC 94/SC 15 représentent une valeur économique très importante tant pour les utilisateurs que pour les producteurs de ces équipements. Si l'option première est avant tout d'éliminer ou de réduire les dangers sur le lieu de travail grâce à des solutions techniques ou à une protection collective, le port d'une protection individuelle est nécessaire, voire obligatoire dans certains lieux de travail.

## Veiller à la sécurité des porteurs d'APR

L'ISO/TC 94/SC 15 considère la sécurité des APR comme un facteur social fondamental.

Pour que les APR soient mieux acceptés, il est possible d'en soigner la conception ergonomique et les caractéristiques physiologiques de manière à réduire les risques pour la santé tout en optimisant les aspects sociaux et les coûts. Ainsi, les travaux du sous-comité contribueront à limiter les dépenses de santé liées aux accidents et aux blessures. L'objectif fondamental : faire comprendre aux porteurs d'APR que ces équipements protègent leur santé.

*En 2010, le volume global de marché annuel était estimé à quelque 4 milliards USD.*

La vocation de l'ISO/TC 94/SC 15 est d'« assurer la santé, la sécurité et l'efficacité du porteur par l'élaboration de normes qui énoncent des exigences minimales, ainsi que des méthodes d'essai pour les APR qui correspondent aux différentes fonctions ou tâches qui leur sont imputées ».

Les travaux doivent être focalisés sur le porteur et sur son aptitude à utiliser un APR en toutes situations. Les limites des exigences sont fixées par le corps humain, et non par les rédacteurs de normes ou les données historiques.

Le groupe de projet sur les facteurs humains s'est penché sur ces questions d'ordre physiologique et a mis au point des valeurs moyennes de consommation d'oxygène par rapport à l'intensité du travail, celles-ci sont calculées en fonction de charges de travail précises et des diverses applications d'APR. Les indications figurent dans la spécification technique ISO/TS 16976-1:2007, *Appareils*



*Peter Cross, hôte du SABS et Wolfgang Drews, (à droite) Président de l'ISO/TC 94/SC 15 ont déclaré que la réunion de l'ISO/TC 94/SC 15 avait été très fructueuse.*

*de protection respiratoire – Facteurs humains – Partie 1 : Régimes métaboliques et régimes des débits respiratoires.*

Parmi les autres facteurs humains ayant un impact sur la performance respiratoire figurent : les limitations en oxygène et en gaz carbonique, la température des gaz inhalés et la résistance respiratoire du porteur de l'APR. Tous ces facteurs seront traités dans des sous-parties de la série sur les facteurs humains.

La parfaite adaptation de l'APR au visage du porteur est une exigence de sécurité fondamentale. Comme la principale fonction de l'APR est de protéger la personne, l'interface

entre celle-ci et l'APR est un aspect important. ISO/TS 16976-2:2010, *Appareils de protection respiratoire – Facteurs humains – Partie 2 : Anthropométrie*, met en lumière les variations physiques des visages allant du 9<sup>e</sup> au 95<sup>e</sup> centile de la population de porteurs. Ces données peuvent être utilisées pour valider des conceptions adaptées.

Tous ces facteurs seront pris en compte par le SC pour réaliser son objectif second : « Abandonner, dans les normes, les exigences d'ordre prescriptif au profit d'une approche axée sur la performance pour tous les aspects de la sécurité individuelle du porteur ».





Les délégués du SC 15 marquent une pause lors de la réunion à Pretoria, Afrique du Sud.

## La collection complète

L'ISO/TC 94/SC 15 a tenu sa 9<sup>e</sup> réunion en octobre 2010 à Pretoria, Afrique du Sud. Le discours d'ouverture a été prononcé par Peter Cross, Responsable de projet, Ingénierie mécanique au South African Bureau of Standards (SABS), qui a souligné les dimensions nationales, régionales et internationales des enjeux.

*Les travaux du sous-comité peuvent contribuer à une réduction des dépenses de santé liées aux accidents et aux blessures.*

Le Président du sous-comité, Wolfgang Drews, a accueilli 30 délégués du SC 15, ce qui constitue une bonne base pour promouvoir une réelle utilisation des Normes internationales et d'autres référentiels puisque cette large représentation garantit leur pertinence mondiale, leur haute qualité et leur intelligibilité.

On trouve, dans la collection complète de normes :

- ISO/TS 16976-1:2007, *Appareils de protection respiratoire – Facteurs humains*

– Partie 1: *Régimes métaboliques et régimes des débits respiratoires*

- ISO/TS 16976-2:2010, *Appareils de protection respiratoire – Facteurs humains – Partie 2: Anthropométrie*
- ISO 16900-2:2009, *Appareils de protection respiratoire – Méthodes d'essai et équipement d'essai – Partie 2: Détermination de la résistance respiratoire*
- ISO 16972:2010, *Appareils de protection respiratoire – Termes, définitions, symboles graphiques et unités de mesure.*

Le SC 15 poursuivra ses travaux avec une grande détermination au cours des années à venir ; ses travaux de normalisation futurs porteront sur les exigences de performance pour les appareils de protection respiratoire en fonction de leur catégorie. Ces exigences de performance se rapportent à des facteurs humains et reflètent l'ensemble du système APR. Une série complète de normes de performance pour les APR devrait être finalisée en 2014, ce qui permettra de lever plusieurs obstacles au commerce. ■

## À propos des auteurs



**Wolfgang Drews** est Directeur Développement de la performance (PDE) à Lübeck, Allemagne. Fort de 30 années d'expérience dans le domaine des équipements de protection individuelle, il est

engagé dans la normalisation depuis 15 ans auprès du Comité européen de normalisation (CEN) et de l'ISO. M. Drews est Président du Comité technique ISO/TC 94, Sécurité individuelle – Vêtement et équipement de protection, sous-comité SC 15, Appareils de protection respiratoire.



**Hans-Peter Keller** travaille au sein de l'Institut allemand de normalisation (DIN) et, depuis 20 ans, est actif dans la normalisation

internationale. Il a été secrétaire de plusieurs comités nationaux, européens et internationaux. En 2010, il a été nommé Secrétaire de l'ISO/TC 94/SC 15. M. Keller est diplômé en génie électrique et en physique.



par Elizabeth Gasiorowski-Denis

Une nouvelle série de normes ISO donne au secteur international de la construction des outils concrets pour assurer des conditions de concurrence équitable, limiter les pratiques abusives et améliorer la prévisibilité des résultats des marchés.

Composée de huit parties, la série de normes ISO 10845 relative aux marchés de construction aidera les organismes à établir un système de passation des marchés qui soit juste, équitable, transparent, compétitif et rentable. Ces Normes internationales ont été élaborées afin d'aider les organismes du secteur public et du secteur privé, de même que les organismes internationaux et leurs principaux sous-traitants à aligner leurs systèmes de passation des marchés sur les meilleures pratiques internationales.

La passation de marchés est le processus par lequel des contrats sont établis, gérés et exécutés. Ce processus rassemble toutes les étapes allant du descriptif du projet ou des produits à réaliser, à l'établissement de soumissions et à l'évaluation des offres, en passant par l'adjudication et l'administration des contrats et la confirmation de la conformité aux exigences.

ISO 10845-1:2010, la première partie de cette série, décrit les processus pour établir un système d'appel d'offres et expose des règles et des lignes directrices concernant les méthodes et les procédures normalisées. En outre, elle fournit un cadre pour la mise en place d'une politique en matière de marchés et en établit les modalités de gestion et de maîtrise. Les sept parties restantes, qui viennent d'être

publiées, concernent des aspects spécifiques des marchés.

ISO 10845-2:2011 concerne la mise en forme normalisée de la documentation de marché (soumissions et contrats) pour les appels d'offres aux parties intéressées, et fournit les principes généraux auxquels obéit la compilation des dossiers pour les contrats d'approvisionnement, de services, d'ingénierie et de construction, au niveau de l'entreprise principale et des sous-traitants. Elle fournit la plate-forme pour la normalisation des documents et améliore les communications entre les protagonistes engagés dans le processus du marché.

La deuxième partie d'ISO 10845 est applicable aux documents basés sur des modèles de contrats internationaux, comme FIDIC (établis par la Fédération internationale des ingénieurs-conseils) et NEC3 (établis par l'Institution of Civil Engineers).

ISO 10845-3:2011 traite des conditions types normalisées des soumissions. Elle définit à quelles exigences un soumissionnaire doit se conformer pour soumettre une offre conforme; communique les critères d'évaluation aux soumissionnaires; et établit la façon dont l'auteur de l'appel d'offres procède pour l'étude des différentes offres, le mode d'adjudication et l'information des résultats aux soumissionnaires.

ISO 10845-4:2011 traite des conditions types normalisées pour l'appel aux parties intéressées, y compris des exigences auxquelles il convient de se conformer pour soumissionner, des critères d'évaluation et de la façon dont l'auteur de l'appel d'offres mène le processus d'appel d'offres et évalue les soumissions.

Les parties 5 à 8 d'ISO 10845 établissent des indicateurs de performance clé (IPC) pour mesurer l'effet d'un contrat quant à l'engagement d'entreprises cibles, de partenaires en joint-venture, de ressources et de main d'œuvre locales, et pour définir un niveau de performance cible ou des critères de performance minimum à atteindre ou à dépasser par un entrepreneur dans le cadre d'un marché donné. Grâce à de telles normes le système de passation de marchés peut tenir compte d'aspects de développement durable de façon constructive et mesurable.

### Qualité améliorée

Pour M. Ron Watermeyer, chef de projet pour la série ISO 10845, « Cette norme constituera un outil précieux pour la promotion du commerce international, en particulier pour les pays en développement qui peuvent ne pas avoir d'expérience et d'instruments dans ce domaine. Les différentes parties d'ISO 10845 peuvent facilement être incorporées par référence dans les politiques et les règlements relatifs aux systèmes de conclusion de marchés. Les parties 3 et 4 peuvent facilement être incorporées par référence dans les dossiers d'appel d'offres. »

Cette série de norme aidera ceux qui établissent des soumissions à mieux s'acquitter de leurs tâches. Elle favorisera la mise en place d'un système de demande de soumissions uniforme et améliorera la qualité des dossiers de soumission. Ces processus, procédures et méthodes harmonisés à l'échelon international pourront également servir de base pour la mise en place de programmes d'étude cohérents sur la passation de marchés et pour l'appui au renforcement des capacités nécessaires à l'édification des infrastructures indispensables, en particulier dans les pays en développement. »

Ces nouvelles normes ont été élaborées par le comité technique ISO/TC 59, *Bâtiments et ouvrages de génie civil*.

Toutes ces normes sont disponibles auprès des instituts nationaux de normalisation de l'ISO (voir la liste complète sur [www.iso.org](http://www.iso.org)) ou directement auprès du Secrétariat central de l'ISO par l'intermédiaire de l'ISO Store ou en contactant le département Marketing, communication et information ([ventes@iso.org](mailto:ventes@iso.org))

Elizabeth Gasiorowski-Denis est Rédactrice, *ISO Focus+*.



# Exposition aux rayonnements ionisants

## Une nouvelle norme ISO améliorera la protection des travailleurs

par Sandrine Tranchard

Une nouvelle norme ISO contribuera à optimiser la surveillance individuelle et la protection des travailleurs exposés aux rayonnements. Elle donnera en outre les fondements techniques permettant de renforcer la législation en vigueur dans ce domaine, dans le monde.

Des résultats plus fiables et plus cohérents lors des mesurages des doses internes de substances radioactives pourront ainsi être obtenus grâce à ISO 27048:2011, *Radioprotection – Estimation de la dose interne dans le cadre de la surveillance des travailleurs en cas d'exposition aux rayonnements*.

De nombreux travailleurs sont, en effet, exposés, souvent de façon inégale et dans des circonstances différentes, aux rayonnements ionisants. Par conséquent, les personnes exposées de par leur profession à ces rayonnements bénéficient d'une surveillance et d'un suivi médical renforcés. La radioactivité peut être incorporée dans le corps humain par inhalation, par ingestion ou par la peau. Les travailleurs qui y sont soumis doivent donc faire l'objet d'un programme de surveillance exhaustif consistant à mesurer les activités retenues dans l'organisme et les taux d'excrétion urinaire et fécale.

L'interprétation quantitative de ces mesures nécessite des modèles et des paramètres définis décrivant la biocinétique des radionucléides dans le corps humain. Bon nombre d'intercomparaisons ont révélé, malgré la disponibilité des rapports scientifiques sous

forme de recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AEIA) et de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR), que l'application de modèles en vigueur et de données identiques par des services différents donnent souvent des estimations de doses différentes.

Il est par conséquent nécessaire d'établir des procédures normalisées pour estimer les doses internes utilisant des données de l'exposition afin de réaliser l'estimation des doses internes de manière cohérente et fiable.

ISO 27048:2011 devrait :

- Améliorer la reproductibilité des estimations de doses internes
- Assurer que les moyens nécessaires pour l'interprétation des données soient proportionnels à la gravité de l'exposition
- Permettre l'échange cohérent d'informations dosimétriques entre les services de dosimétrie et les autorités, y compris dans les échanges internationaux.

La Norme internationale spécifie les exigences minimales pour l'évaluation des données de la surveillance et présente des procédures et des hypothèses utiles à

l'interprétation normalisée des données, afin d'obtenir des niveaux acceptables de fiabilité. Ces procédures permettent la quantification des expositions afin de documenter la conformité aux exigences réglementaires et aux programmes de radioprotection.

La norme ISO 27048:2011 sera très utile dans l'interprétation des données et l'évaluation de la fiabilité des résultats et permettra ainsi de mieux protéger les travailleurs grâce à une meilleure connaissance des doses internes de substances radioactives.

Cette Norme internationale est l'une des trois normes d'une série constituant un système complet et cohérent pour encadrer la question complexe de la surveillance des travailleurs potentiellement soumis au risque d'incorporation d'un composé radioactif (programmes de mesurages, exigences pour les laboratoires, évaluation quantitative des expositions).

ISO 27048 a été élaborée par le comité technique ISO/TC 85, *Energie nucléaire, technologies nucléaires, et radioprotection*, sous-comité SC 2, *Radioprotection*. Elle est disponible auprès des instituts nationaux membres de l'ISO (voir la liste complète sur [www.iso.org](http://www.iso.org)) et peut également être obtenue directement auprès du Secrétariat central de l'ISO, par l'intermédiaire de l'ISO Store ou en contactant le département Marketing, Communication & Information ([ventes@iso.org](mailto:ventes@iso.org)). ■

Sandrine Tranchard est chargée de Communication au Secrétariat central de l'ISO.



# Énergie

À une époque où l'on estime que les réserves de pétrole n'excèdent pas quelques dizaines d'années, et compte tenu de la vulnérabilité de l'approvisionnement à d'éventuelles interruptions d'origine extérieure, la communauté internationale étudie d'autres sources d'énergie et encourage la préservation des ressources.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, le secteur énergétique aura un rôle central à jouer dans la réduction des émissions – par le biais d'importantes améliorations de l'efficacité énergétique et le recours accru aux énergies renouvelables et à d'autres technologies à faible émission de carbone. Comme dans de nombreux autres domaines, la contribution des Normes internationales a été et sera importante.

L'efficacité énergétique est aujourd'hui l'objectif principal de l'ISO dans le domaine de l'énergie, car elle représente, et de loin, la marche à suivre la plus pertinente, avec des cadres temporels plus courts et de moindres investissements, pour réduire la demande mondiale d'énergie et les émissions de carbone. L'ISO accentue également son travail sur les normes relatives aux sources d'énergie renouvelables, en vue de répondre aux besoins du marché et de la société dans ce domaine et peut-être de les anticiper.

À cette fin, le numéro de mai 2011 d'*ISO Focus+* portera sur le thème de l'énergie. La rubrique Dossier sera consacrée à ce que l'ISO fait pour préserver l'environnement, et expliquera pourquoi les normes sont des outils de premier ordre pour répondre aux défis internationaux en matière d'énergie propre et de changement climatique. Les articles du Dossier pèseront les arguments pour et contre différentes sources d'énergie, évalueront leurs effets sur l'environnement et envisageront des options viables.

Le numéro réunira un ensemble d'articles sur un large éventail de sujets : voitures électriques, efficacité énergétique des bâtiments, systèmes de management de l'énergie (la future norme ISO 50001), terminologie générale de l'énergie et norme relative à l'empreinte carbone (la future ISO 14067). Il examinera également les normes pour les énergies renouvelables – éolienne, solaire, biocarburants – et comment elles contribuent à une planète plus saine et plus durable. Enfin, les nouveaux comités de l'ISO traitant de questions liées à l'énergie comme les critères de durabilité pour les bioénergies, les économies d'énergie et l'efficacité énergétique des fours industriels seront également présentés. ■

## Solutions de management ISO 22000 au menu

Le Crown Group, un des principaux organisateurs d'événements et traiteurs britanniques, a été certifié selon ISO 22000:2005, *Systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires – Exigences pour tout organisme appartenant à la chaîne alimentaire*, en reconnaissance de sa capacité à maîtriser les risques en sécurité alimentaire et à veiller à l'innocuité des aliments destinés à la consommation humaine.

Avec la mise en œuvre d'ISO 22000, l'organisation est désormais certifiée selon quatre normes de management – ISO 9001, ISO 14001, ISO 22000 et OHSAS 18001 – dans un système qui intègre la qualité, le management environnemental, la sécurité alimentaire et le management de la santé et de la sécurité au travail.

*ISO Focus+* a demandé à Karl Wilkinson, responsable de la sécurité et de l'assurance, Crown Group, d'expliquer comment sa société a intégré les quatre systèmes de management et quels ont été les avantages de cette intégration. ■

**E**

### ISO Focus+

*ISO Focus+* est disponible en ligne. Les lecteurs accèdent directement à *ISO Focus+* avec leur navigateur à l'adresse [www.iso.org/isofocus+online](http://www.iso.org/isofocus+online). Les abonnés peuvent également interroger et parcourir les anciens numéros d'*ISO Focus+*, ainsi que ceux de ses prédécesseurs *ISO Focus* et *ISO Management Systems*. Des articles sont également publiés sur le site Web.

**N**

**G**

**I**

**L**

**N**

**E**

### ISO Update

L'*ISO Update*, un supplément mensuel d'*ISO Focus+* est accessible en ligne (fichier PDF) en français à [www.iso.org/fr/isoupdate](http://www.iso.org/fr/isoupdate) et en anglais à [www.iso.org/isoupdate](http://www.iso.org/isoupdate).

L'*ISO Update* rend compte des derniers développements dans le monde de l'ISO, y compris des changements concernant les directeurs généraux et les adresses des membres de l'ISO, les projets de normes en circulation ainsi que les normes publiées, confirmées ou annulées. On y trouve aussi une liste des prochaines réunions plénières des comités techniques.



**Force,  
souplesse,  
énergie,  
ténacité...**

**ces qualités**

**vous**

**inspirent ?**

## **L'ISO peut vous aider.**

Espèce connue dans les directions d'entreprise, le tigre rugit souvent pour masquer un féroce manque de confiance. La confiance vraie se lit dans les yeux de celui qui sait qu'il a tout mis en œuvre pour préparer son organisation aux multiples pièges qu'un monde incertain peut receler. La mise en œuvre de la série ISO 31000 pour le management du risque donne accès au pouvoir de la confiance. Avec ces normes, les organisations de tous types

et dimensions, dans les secteurs public et privé, peuvent efficacement gérer leurs risques... et débusquer les tigres de papier.

**ISO 31000:2009**, *Management du risque – Principes et lignes directrices*  
**ISO Guide 73:2009**, *Management du risque – Vocabulaire*  
**ISO/CEI 31010**, *Gestion des risques – Techniques d'évaluation des risques*

Disponibles auprès des instituts nationaux membres de l'ISO (voir la liste complète avec les coordonnées sur le site Web de l'ISO [www.iso.org](http://www.iso.org)) et sur le Web store du Secrétariat central de l'ISO à l'adresse [www.iso.org/isostore](http://www.iso.org/isostore) ou par courriel à [ventes@iso.org](mailto:ventes@iso.org).

**Organisation internationale  
de normalisation – [www.iso.org](http://www.iso.org)**

Secrétariat Central  
1, ch. de la Voie-Creuse  
Case postale 56  
CH-1211 Genève 20

